REPUBLIQUE TUNISIENNE

Tunisia

SECRETARIAT D'ETAT AU PLAN ET A L'ECONOMIE NATIONALE

RAPPORT D'EXECUTION DU PLAN POUR L'ANNEE 1966

S O M M A I R E

-:=oOo=:-

	pages
Introduction.....	7
CHAPITRE I : Les réformes des Structures et la promotion de l'homme.....	10
SECTION I : Les réformes des Structures.....	10
SECTION II : La promotion de l'homme.....	26
CHAPITRE II : L'expansion et ses résultats.....	36
CHAPITRE III : Les investissements.....	44
CHAPITRE IV : Le financement des investissements.....	57
SECTION I : L'épargne.....	59
SECTION II : La balance des paiements en 1966....	74
SECTION III : La monnaie et le crédit.....	86
SECTION IV : Le compte de capital des différents agents.....	95
Conclusion.....	101

I N T R O D U C T I O N

L'analyse de la situation économique de la Tunisie au cours de l'année 1966 à laquelle nous allons procéder va nous permettre de dégager les points saillants suivants :

- Tout d'abord, une évolution très défavorable du Rroduit Intérieur Brut qui à la suite d'une très mauvaise année agricole, a en 1966 atteint à peu près le même niveau, en volume et aux prix du marché, qu'en 1965, année où le Produit Intérieur Brut a atteint, il est vrai, un niveau relativement élevé.

- Ensuite, une légère diminution des importations de biens et services de 1,2 % par rapport à la même année 1965.

De sorte qu'au total, l'offre de biens et services a légèrement diminué de 0,3 % et n'a pu satisfaire la demande que dans les conditions suivantes :

- demande intérieure (à prix constants) : - 3,2 %
- demande extérieure (à prix constants) : + 18 %

Il a ainsi été enregistré un taux de diminution de la demande intérieure nettement supérieur à celui de la diminution de l'offre et cela a permis de satisfaire l'augmentation très appréciable de la demande extérieure.

La diminution de la demande intérieure est dûe à celle de la consommation privée (- 7 %) et à celle de la FBCF (-2,5%) alors que la consommation publique de biens et services a très fortement augmenté (+ 14 %).

Cette situation est tout le contraire de ce qui s'est passé l'année dernière. On se rappelle en effet que dans le rapport d'exécution précédent, il a été signalé les accroissements de 6,7 % du PIB, de 9,1% des importations et de 9,1% de la demande intérieure alors que la demande extérieure avait diminé de 2,9%. L'attention a alors été attirée sur ce grave déséquilibre entre l'évolution de la demande intérieure et celle de la demande extérieure ainsi que sur la necessité de prendre les mesures d'ajustement appropriées en vue de contenir l'évolution de la consommation dans des limites compatibles avec l'objectif d'amélioration de la balance des paiements et d'augmentation de l'épargne.

Cette situation a été complètement redressée en 1966, et cela malgré une diminution de l'offre globale comme cela a été signalé. Il est évident que l'effort réalisé en 1966 devrait être poursuivi pour les années ultérieures mais sans que pour autant il faille nécessairement diminuer la consommation des particuliers, comme cela a été le cas en 1966. Pour cette dernière année l'effort de compression était sans doute nécessaire de manière à compenser la forte augmentation enregistrée en 1965, mais à l'avenir il suffira de veiller à ce que le taux d'accroissement de la consommation privée soit de deux points environ inférieur à celui du PIB conformément à l'hypothèse retenue dans le Plan Quadriennal où il a été envisagé un taux de croissance moyen du PIB de 6,5% et un taux de croissance de la consommation privée de 4,6%. En ce qui concerne cependant la consommation publique de biens et services, elle continue à croître d'une amnière préoccupante.

Avec un niveau d'investissements à peu près stable et un niveau de consommation en forte diminution, l'épargne a naturellement atteint un taux extrêmement encourageant puisqu'il s'est situé autour de 17% du revenu disponible alors qu'en 1965 il n'était que de 13,6% de ce même revenu disponible.

De sorte que le schéma de financement des investissements s'est nettement amélioré : la part des apports extérieurs nets ne s'est élevée en 1966 qu'à 43% contre 56% en 1965.

La diminution des apports extérieurs nets en 1966 s'est opérée d'une manière très saine et n'a touché pratiquement que les crédits à court et moyen terme, notamment les crédits fournisseurs, ce qui permettra d'alléger les charges de la dette extérieure au cours des années ultérieures.

Il s'agit donc là d'un résultat intéressant à porter à l'actif du plan de stabilisation.

Par contre, l'on a constaté en 1966 un accroissement de la masse monétaire de l'ordre de 10%, ce qui, compte tenu de la stagnation de la production, risquait de créer des tensions inflationnistes.

Nous montrerons cependant dans le chapitre relatif aux opérations monétaires qu'une grande partie de cet accroissement s'expliquait par les réformes de structures mises en oeuvre et qu'en définitive l'augmentation des prix s'est situé autour de 3,9%. Il reste néanmoins, comme nous le verrons également, que les entreprises ont continué à financer une grande partie de leurs investissements par des crédits à court terme, ce qui risque, si cela devait continuer, de créer des déséquilibres insupportables.

A cet égard on peut dire que les mesures d'encadrement du crédit, si elles se sont montrées efficaces pour ce qui concerne le recours du Trésor au système monétaire, et le recours au réescompte, se sont avérées par contre insuffisantes pour contrôler l'expansion des crédits à l'économie.

C'est pourquoi dès le début de l'année 1967 des mesures plus rigoureuses ont été mises en oeuvre et ces mesures ont commencé à porter leur fruit puisque selon les chiffres du premier semestre de l'année on constate une régression de la masse monétaire par rapport au 31 Décembre 1966.

Nous pouvons dire ainsi pour conclure que l'année 1966 a été marquée par des éléments négatifs et notamment par une sécheresse exceptionnelle, mais que dans l'ensemble les effets de ces éléments ont pu être neutralisés, tout au moins en ce qui concerne les investissements.

Il faudra cependant rester vigilant pour veiller notamment à ce qu'à l'intérieur du système monétaire s'établisse un contrôle plus rigoureux de l'expansion des crédits et à ce que la structure financière d'un certain nombre d'entreprises publiques puisse être améliorée.

Les principaux indicateurs économiques de l'année 1966 peuvent être résumés comme suit :

	Année 1965	Année 1966	Accroissement (%)
PIB (prix constants du marché en millions de Dinars).....	431,7	431,3	- 0,17
Importations de biens et services (en M.D. prix constants)	128,2	126,2	- 1,2
Consommation privée (en M.D. prix constants).....	312,0	292,8	- 7,0
Consommation publique (M.D. prix constants).....	63,0	72,0	+14
FBCF (M.D prix constants).....	105,0	102,4	- 2,5
Variations de stocks (M.D. prix constants).....	4,8	2,5	
Exportations biens et services (M.D. prix constants).....	75,1	88,2	+18
Epargne nationale (M.D. prix courants).....	55,5	67,4	21
Masse monétaire (M.D.).....	138,2	152,1	10

C H A P I T R E I

LES REFORMES DES STRUCTURES ET LA PROMOTION DE L'HOMME

-:=oOo=:-

Section I - LES REFORMES DES TRUCTURES

Une des conditions essentielles du développement économique et social d'un pays est la réforme continue et soutenue des structures des divers secteurs qui composent son Economie.

C'est la tâche à laquelle s'est attelée la Tunisie pour réaliser son décollage et adapter ses structures à un rythme de développement accéléré.

I - LA REFORME DES STRUCTURES AGRICOLES

Pour l'année 1966 ces réformes peuvent être saisies à partir du développement du mouvement coopératif et à partir de l'aide consentie à l'Agriculture pour se moderniser c'est-à-dire à partir du crédit Agricole et du crédit mutuel.

1°) En ce qui concerne le mouvement coopératif en Agriculture on peut dire qu'il a connu au cours de l'année 1966 une évolution et une expansion décisives.

Dans le Nord les Coopératives Agricoles de Production, ont augmenté de 88 unités à la fin de 1966 et ont porté sur 118 119 hectares alors que le Plan prévoyait 130 000 hectares.

Ainsi les Coopératives totalisent actuellement 301 coopératives de Production avec une superficie de 304 483 hectares

et groupent 21 855 adhérents.

Pour 1965 les chiffres étaient respectivement de 213 coopératives, 188 085 hectares et 13 986 coopérateurs.

Pour les coopératives de Mise en Valeur et de Polyculture, l'année 1966 a vu la réalisation d'un programme de 99 894 hectares portant sur 33 Coopératives et 5 407 adhérents. Donc le nombre de ces coopératives est actuellement de 77 avec 13 428 coopérateurs.

Unités de Production du Nord :

Gouvernorats	Nombre d'unités	Superficies	Nombre de Coopérateurs
Bizerte.....	7	11 714	769
Béja.....	45	48 887	4 268
Djendouba.....	9	13 653	515
Le Kef.....	11	17 557	645
Nabeul.....	16	26 308	1 523
TOTAL.....	88	118 119	7 720

Coopératives de polyculture et de mise en valeur :

Kasserine.....	5	18 780	1 040
Gabès.....	1	400	120
Gafsa.....	7	24 811	2 102
Le Kef.....	7	18 813	797
Nabeul.....	6	5 650	428
Sfax.....	7	31 440	920
TOTAL.....	33	99 894	5 407

En ce qui concerne les Pré-coopératives, c'est une formule qui a été choisie pour dépasser les obstacles qui freinent l'extension du mouvement coopératif. Il est prévu que la terre domaniale soit cédée aux pré-coopérateurs suivant un contrat type établi par les services administratifs, sur la base des estimations fixées, pour les terres récupérées, par une commission mixte. Ce contrat porte promesse de vente de tout ou partie de la surface louée et une de ses clauses prévoit, à cet égard, la possibilité de modification de cette surface lors de la constitution en unité de Production. Il fixe également le nombre et le montant des annuités d'amortissement de la valeur du bien cédé, l'échéancier à établir étant variable selon la productivité de ce dernier.

Il est à signaler par ailleurs, que les produits de la vente des biens domaniaux doivent constituer un "fonds de roulement" régional qui doit servir pour des compensations inter-régionales.

Enfin les coopératives de services dans les zônes d'arboriculture sont au nombre de 270 et groupent 96 000 adhérents.

Ces coopératives jouent un rôle très important pour la reconversion de la forêt d'oliviers au Sahel et pour la promotion de l'élevage.

2°) En ce qui concerne les prêts agricoles et le crédit mutuel la situation en 1966 a été la suivante :

Pour les prêts agricoles le volume distribué est resté sensiblement égal à celui de 1965.

Prêts de campagne à court terme :

	1965		1966	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Particuliers....	3 722	1 687 385	2 314	1 659 743
Coopératives....	618	2 852 802	532	2 561 393
TOTAL...	4 340	4 540 187	2 846	4 221 136

Prêts à moyen et long terme :

	1965		1966	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Particuliers....	643	360 972	1 459	830 413
Coopératives....	274	1 708 774	713	1 830 811
TOTAL.	917	2 069 746	2 172	2 661 224

Total des Prêts :

	1965		1966	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Particuliers....	4 365	2 048 357	3 773	2 490 156
Coopératives....	892	4 561 576	1 245	4 392 204
TOTAL...	5 257	6 609 933	5 018	6 882 360

Par contre le crédit mutuel s'est progressivement étendu à l'ensemble des Gouvernorats au cours de l'année 1966 grâce à l'accroissement du nombre des caisses de crédit qui de 14 à la fin de Décembre 1965 passent à 28 à la fin de Décembre 1966. Ainsi un très grand nombre de petits agriculteurs ont pu accéder au crédit bancaire.

D'ailleurs on remarque dans le tableau traçant la situation des caisses de crédit mutuel au 31/12/1966, que le nombre des sociétaires ne cesse d'augmenter.

Il y a lieu de remarquer enfin que devant la faiblesse des moyens de la majorité des caisses locales et pour encourager et promouvoir le mouvement du crédit mutuel en Tunisie, la B.N.A. a réescompté le papier des caisses locales à un taux inférieur au

taux de réescompte de la Banque Centrale de Tunisie. Au 31 Décembre 1966 le montant des effets réescomptés a atteint pour l'ensemble des Caisses 359 079 D.

SITUATION DES CAISSES DE CREDIT MUTUEL

AU 31/12/1966

Caisses	Date d'ouverture	Nombre de Sociétaires à la création	Nombre de Sociétaires au 31/12/66	Capital Initial	Capital Actuel au 31/12/66	Dépôts au 31/12/66	Nombre Accordés	Crédits accordés Montant	Crédits accordés Montant remboursés
Gouvernorat de Sousse									
Téboulba	16/2/66	414	466	2.566,953	3.049,908	9.461,516	130	13.170,000	3.095,000
Mahdia	14/4/66	1.014	1.128	6.197,155	6.803,655	14.642,196	217	18.105,000	5.135,000
Moknine	27/4/66	2.047	2.139	5.031,000	5.952,625	39.662,021	668	37.845,000	5.580,000
Djemmal	15/6/66	2.340	2.598	6.600,000	8.082,102	20.713,920	636	42.740,000	5.110,000
Kalaa Kébira	15/9/66	1.186	1.292	7.633,000	8.453,685	20.733,108	103	16.295,000	250,000
Monastir	1/12/66	919	920	5.162,651	5.167,651	246.000			
Ksour-Essaf	15/4/66	1.836	1.928	5.235,042	5.741,542	19.343.120	114	5.612,000	2.176.000
Gouvernorat du Kef									
Sbba-Ksour	12/4/66	371	491	3.048,000	4.625,000	29.457,120	194	29.650,000	6.945,000
Gouvernorat de Kasserine									
Thala	13/10/66	1.545	1.616	15.374,000	15.504,000	6.343,084	238	13.445,000	
Gouvernorat de Gafsa									
Tozeur	17/10/66	598	598	16.733,750	16.756,250	22.210,896			
Gouvernorat de Bizerte									
Bizerte	14/2/66	147	246	1.200,000	1.565,000	9.873,980	67	8.195,000	2.185,000
Tébourba	13/4/66	199	276	2.860,000	3.950,000	14.080,087	133	16.980,000	3.220,000
Gouvernorat de Béja									
Testour	24/3/66	534	564	4.932,820	5.433,000	6.821,327	215	22.950,000	6.216,000
Djebel Labiodh	27/4/66	1.500	1.633	6.038,000	6.393,000	19.032,556	237	28.015,000	9.535,000
		14.652	15.895	88.612,371	97.477,418	232.620,931	2.952	253.002,000	49.447,000

II - LES REFORMES DES STRUCTURES INDUSTRIELLES

La réforme des Structures Industrielles se poursuit conformément aux principes adoptés par le Séminaire des trois secteurs et en accord avec les directives du Plan quadriennal.

D'une manière générale ces réformes peuvent être saisies à partir des deux remarques suivantes :

1°) D'après le nombre des lettres d'agrément on constate que la participation privée dans le développement Industriel ne cesse d'augmenter dans plusieurs activités comme l'industrie touristique, l'industrie textile et certaines industries dérivées de la sidérurgie.

D'ailleurs cette participation importante du privé est en grande partie le résultat de la réforme Commerciale qui, en allégeant le secteur, a permis la libération d'un volume important de capitaux tout en orientant les commerçants vers le secteur Industriel. En plus l'Etat lui-même a favorisé cette participation privée : On peut citer comme exemple la cessation par SOGIC de la plupart de ses ateliers de confection à des privés.

2°) La deuxième remarque concerne le contrôle économique et financier qu'exerce l'Etat sur les entreprises publiques et semi-publiques. Ce contrôle a été réorganisé et rendu plus spécialisé et mieux adapté dans l'intention de stimuler une gestion meilleure qui puisse augmenter la rentabilité et la productivité économiques dans l'entreprise.

Cependant si on dépasse ce cadre général on peut retenir deux séries de réformes l'une concernant les groupements interprofessionnels et l'autre les regroupements et la concentration dans certains secteurs industriels. Par rapport aux groupements interprofessionnels, on peut dire que cette structure constitue un élément moteur dans le secteur dans la mesure où elle favorise les contacts entre les différentes branches composant le secteur.

Mais ce sont le regroupement et la concentration dans la majorité des secteurs qui apparaissent comme le fait marquant pour l'année 1966 puisqu'il nous montre que l'Economie Tunisienne

a connu un développement économique important.

Ces transformations ont touché :

1°) Le secteur des matériaux de construction par la fusion de trois briquetteries à Nabeul en une seule unité "La Brique de Nabeul".

2°) Le secteur des Mines par la prise en charge et le contrôle des Mines de Fer par l'Office National des Mines de plusieurs concessions appartenant à des Sociétés étrangères.

Les mines de Plomb et de zinc appartiennent désormais à la Société d'Economie Mixte SOTEMI.

3°) Le secteur des cuirs et chaussures où des efforts sont déployés pour lui donner l'impulsion qu'il mérite. Ainsi il y a la création de l'Office de l'élevage dans le but d'augmenter la production. De même on créa la Coopérative des collecteurs et Producteurs de peaux bruts. Au stade de la chaussure les réformes se poursuivent et le démarrage s'est fait avec l'Union Centrale des Coopératives de Production de Chaussures.

4°) Le secteur textile par la transformation de l'Office en Commissariat Général aux Textiles et à l'Habillement et par la fusion des 3 Sociétés SOGICOT, SOGILAINE et SOGIC en une seule SOGITEX, ce qui va permettre d'harmoniser et de rationaliser la production tout en abaissant aussi bien les coûts économiques et financiers.

Enfin la transformation des structures industrielles a été aussi favorisée par l'aide de l'Etat aux entreprises industrielles.

Les deux tableaux suivants nous fournissent une idée précise de l'effort de l'Etat dans le développement économique du pays.

1°) Lettres d'Etablissement et d'Aménagements ficaux

	Branches d'activités bénéficiaires	Lettres d'Etablissement	Aménagements fiscaux
1	Tourisme.....	14	9
2	Industrie du bois et autres	10	8
3	Développement Régional....	6	2
4	Industries Mécaniques et Electriques.....	6	3
5	Secteur Textile.....	4	1
6	Secteur Alimentaire.....	3	5
7	Mine.....	1	-
8	Industrie chimique.....	1	2
	T O T A L.....	45	30

2°) Crédit à l'Equipement et à la construction à usage industriel et Commercial.

	Branches d'activités bénéficiaires	Equipement		Construction		Total général en Dinars
		NB.	Montant	Nb.	Montant	
1	Tourisme.....	4	167 000	11	781 000	948 000
2	Textile.....	1	2 000 000	-	-	2 000 000
3	Sidérurgie.....	1	1 000 000	-	-	1 000 000
4	Secteur Agricole.....	2	609 075	-	-	609 075
5	Industries Alimentaires	1	104 000	3	285 480	389 480
6	Divers.....	1	70 000	3	117 200	187 200
7	Secteur Minier.....	-	-	1	134 000	134 000
	T O T A L.	10	3 950 075	18	1 317 680	5 267 755

Quant aux autres avantages financiers on peut citer les crédits fournisseurs étrangers garantis par l'Etat dont le volume a atteint 3 836 494,D 705

	Branches d'activités bénéficiaires	Montant en Dinars
1	Industries Minières.....	849 398,426
2	Tourisme.....	1 125 000,000
3	Textile.....	184 790,470
4	Sidérurgie.....	1 481 230,634
5	Industrie alimentaire.....	42 184,800
6	Industrie cinématographique.....	153 890,375
	T O T A L.....	3 386 494,705

III - LES REFORMES DES STRUCTURES COMMERCIALES

1.- Le Commerce intérieur

La réforme des structures commerciales a été conçue dans le plan quadriennal pour atteindre deux sortes d'objectifs, un objectif économique à savoir la modernisation, la baisse des prix et la conversion des capitaux et des hommes vers le secteur Industriel ; et un objectif social à savoir la promotion sociale du commerçant. Pour l'année 1966, plusieurs de ces objectifs ont été atteints.

En effet, en ce qui concerne la modernisation du commerce on peut parler de la disparition quasi-totale aussi bien au stade du gros qu'au stade du détail des intermédiaires et des soit-disant commerçants. De même, cette modernisation s'est caractérisée par une concentration qui a réduit considérablement les pertes dûes à la dispersion arbitraire des énergies et des points de vente.

Ainsi le commerce de gros d'un certain nombre de produits à l'échelle de chaque Gouvernorat est désormais assuré en ce qui concerne les unités commerciales par une seule société, la Société

Régionale, et en ce qui concerne les coopératives de consommation par la centrale d'achat qui est une branche de l'Union Régionale des Coopératives.

Cette modernisation technique se poursuit aussi par la consolidation des services de comptabilité grâce au concours et à l'assistance accrus de l'Office du Commerce. Mais, par ailleurs, cette modernisation continue à avoir des conséquences heureuses sur les prix puisqu'on enregistre une baisse de prix et surtout une stabilité dans les prix au niveau du gros et au niveau du détail. De même, la baisse et la stabilité des prix sont dûes aussi à la disparition de la spéculation et à la diminution des marges bénéficiaires (Prix Téléviseur, par exemple, ramené de 108,D 300 à 85,D 540 par la suppression des marges prélevées par les revendeurs).

Enfin, une autre conséquence heureuse de la modernisation c'est la promotion sociale par l'amélioration des conditions du travail et de la rémunération de ce travail. Ainsi à des journées sans limites, à des repos presqu'inexistants et à des salaires très bas, la réforme a substitué une réglementation stricte qui prend en considération d'une manière réelle les conditions de travail du commerçant.

Cependant, un autre objectif essentiel a été atteint, et qui était visé par la réforme des structures commerciales, c'est la conversion des capitaux et des hommes du secteur commercial vers le secteur Industriel. En effet, le secteur commercial, comme dans la plupart des pays en voie de développement, regroupait un nombre important de la population active et ramassait des capitaux oisifs très importants dont la seule présence ne servait que la spéculation. Ainsi en ce qui concerne les capitaux on enregistre qu'au moins 6 Millions de Dinars ont financé des projets industriels intéressant les chaussures, les matelas, la colle, les freins, l'hôtellerie, etc...

Pour les hommes la conversion s'est faite dans trois directions. Ainsi, si on considère la ville de Sfax, par exemple, on constate que plus de 1/3 des anciens grossistes se sont tournés vers

l'Industrie, et que le reste s'est réservé pour assurer la gestion des unités commerciales et la Société Régionale de Commerce.

Enfin en ce qui concerne les bénéfices, ils sont désormais orientés pour une partie à la satisfaction de l'auto-financement et pour l'autre à la participation dans des projets industriels, ce qui prouve qu'un grand changement est entrain de s'opérer quand on sait qu'en Tunisie et jusqu'à une date récente une opération de commerce est essentiellement une opération de négoce.

2.- Le commerce extérieur

Dans le domaine du commerce extérieur l'année 1966 fut caractérisée par une décolonisation plus importante dans nos échanges commerciaux et par une structure moins primaire de notre balance commerciale.

Ainsi par rapport à la France nos Importations ont diminué de 39,3 % (1965) à 34,4 % et nos exportations ont augmenté de 31,2 % (1965) à 34,6 %. Sur le plan multilatéral l'évènement à signaler est la réunion à Tunis de la commission des relations Commerciales Maghrébines.

En ce qui concerne la structure de notre balance commerciale on constate que pour les importations 64 % ont été composés de biens d'équipement et de demi-produits. Par rapport aux biens de consommation on a enregistré une baisse de 5,4 %.

En ce qui concerne les exportations l'augmentation par rapport à l'année 1965 est de 17,6 % et elle est dûe essentiellement à l'apparition du pétrole brut, à un accroissement dans la production minière et à l'apparition d'excédents exportables dans les industries de consommation et les industries diverses.

Ainsi la stabilisation dans les importations et l'augmentation des exportations se sont traduites par une amélioration de notre balance commerciale puisque le déficit a été réduit de 8,6 Millions de Dinars ce qui a permis de réaliser un taux de couverture des importations par les exportations de 56,1 % contre 48,7 %. en 1965.

IV - LE MOUVEMENT COOPERATIF

1.- Les Structures Coopératives

Entamée au cours de la période triennale 1962-64 par la mise en place des Unions Régionales de Coopératives, la structuration du mouvement coopératif s'est poursuivie pendant l'année 1966.

Ainsi après études et enquêtes une structuration coopérative en forme d'une pyramide homogène et adaptée aux réalités du pays a été approuvée pour les organismes intéressés :

- A l'échelle Régionale on a maintenu les Unions Régionales mutisectorielles. Ces Unions Régionales ont la possibilité d'ouvrir des Unions locales si les conditions techniques et économiques l'exigent.

- A l'échelle nationale, la structuration doit aboutir à la mise en place de neuf unions centrales spécialisées : céréalière, viticole, maraichère et fruitière, consommation bâtiment, chaussures, textiles, artisanale, crédit mutuel ; et de l'Union Nationale de la Coopération.

On peut citer comme réalisations nouvelles, concernant cette structuration pour l'année 1966 la naissance de deux unions centrales : l'Union Centrale des Coopératives du Bâtiment (23 Juillet 1966) et l'Union Centrale des Coopératives Viticoles (20 Novembre 1966).

Pour la première les objectifs sont :

- la Coordination des activités entre les coopératives adhérentes et entre ces Coopératives et les autres personnes morales ou physiques.

- la normalisation de la gestion administrative, financière et technique.

- l'approvisionnement au stade du gros.

- l'amélioration de la productivité.

- la promotion des coopérateurs.

Pour la deuxième les objectifs sont :

- la commercialisation du vin à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

- l'assistance technique aux adhérents dans tous les domaines.

- la publication et la diffusion de tout renseignement.

2.- Le Développement par secteur.

Pour l'ensemble du pays le nombre de coopératives est passé de 738 (1965) à 990 (1966) et le nombre des coopérateurs de 175 389 à 265 689. La coopération dans l'Agriculture ayant été évoquée dans le cadre de la réforme des structures Agricoles, on se limitera dans ce paragraphe à la coopération dans les autres secteurs.

1) La Coopération et la Pêche

C'est à la suite du séminaire de Mahdia sur la pêche (22-23 Avril 1966) que ce secteur a été réformé et qu'un début d'application a été enregistré en 1966.

a) Au niveau de la Production ou de service selon qu'il s'agit de pêche en haute mer ou de pêche côtière, il est prévu la création de 10 Coopératives de production et de 21 Coopératives de service.

b) En ce qui concerne la commercialisation elle fut confiée à l'Office National de la Pêche.

2) La Coopération, l'Artisanat et la petite Industrie

Dans ce secteur c'est le Bâtiment, le cuir et la chaussure qui sont concernés.

a) Pour le Bâtiment on a enregistré des concentrations et la constitution d'Unions locales de coopératives et d'une Union Centrale des Coopératives de Bâtiment.

b) Pour le cuir et la chaussure l'intervention de l'Union Centrale a permis le développement de ces Coopératives puisque l'excédent réalisé est de 13 033 Dinars. Cependant les difficultés sont encore considérables et elles sont dûes au secteur lui-même et aux problèmes de financement.

3) La Coopération et la Consommation

Cette forme de coopération est la deuxième priorité après l'Agriculture et elle a été conçue comme un moyen destiné à assainir les circuits de distribution, à promouvoir la production nationale,

à éduquer le consommateur et à élever son pouvoir d'achat. Ce sont les Unions Régionales de Coopératives qui ont été désignées comme l'élément central d'animation.

Les Coopératives de consommation connaissent un développement important puisque pour Bizerte par exemple 70 % du commerce de détail est assuré par elles.

A la fin de 1966 on comptait 102 coopératives de consommation, une par délégation, et 402 points de vente groupant 74 820 coopérateurs. En 1965 il y avait respectivement 71 160 et 44 732. L'activité de ces coopératives est très diversifiée puisqu'elle exploitent des boulangeries, des cafés et même des restaurants. Aussi dans certains Gouvernorats (le Kef, Sfax) il fut créé au sein de l'Union Régionale des Coopératives une centrale d'achat (une cellule du commerce de gros) destinée à approvisionner les Coopératives.

V - LA POLITIQUE DU DEVELOPPEMENT REGIONAL

1.- A l'Echelle Régionale

Les commissaires régionaux au développement agricole ont aidé efficacement les autorités à engager massivement les agriculteurs dans les voies nouvelles tracées par le plan et à assurer la réalisation des projets de réaménagement et de reconversion des terres dans des conditions satisfaisantes.

Leurs initiatives se sont étendues aux aspects humains de la politique agricole en matière d'orientation et de vulgarisation.

Par ailleurs les sociétés régionales d'investissement ont poursuivi leurs actions de collecte de l'épargne et ont souvent procédé à des augmentations de leur capital social.

Soucieux d'assurer l'essor économique de la région, ces organismes de développement et de financement se sont affirmés dans l'étude et la réalisation des projets d'extension, de modernisation, de réorganisation ou de transformation des entreprises agricoles, industrielles,touristiques et commerciales auxquelles elles ont apporté une aide précieuse sous forme d'une assistance technique

soutenue, de prêts financiers et de participations au capital.

A cet effet elles ont entretenu des relations plus étroites avec la Société Nationale d'Investissement dont l'importance et l'expérience leur a été d'un grand profit.

Parallèlement aux sociétés régionales de développement, les sociétés locales et touristiques ont permis de donner une impulsion plus marquée aux domaines du tourisme et de la construction en drainant une importante épargne qui ne se serait pas manifestée aussi sensiblement dans d'autres activités utilisatrices.

En outre il convient de mentionner la constitution de la Société Nationale de mise en valeur du Sud à la suite du discours du Président BOURGUIBA le 2 mai 1966 à Mednine.

Cette création dénote d'une façon plus tangible que la promotion et le développement du Sud demeurent toujours au centre des préoccupations des responsables. Pour lui permettre de mener efficacement sa tâche, cette société a été dotée au départ d'un capital social de 350 000 D et a bénéficié de la collaboration des autorités régionales et centrales. C'est ainsi qu'elle a pu entreprendre des études agricoles industrielles et touristiques, participer à plusieurs projets économiques et entamer notamment la reconversion de l'Oasis de Zarzis et la construction de plusieurs unités touristiques.

2.- A l'Echelle Centrale

La Section du développement régional a orienté les actions des services régionaux à la lumière des études disponibles et des expériences acquises en procédant éventuellement à l'adaptation de certains projets en cours d'exécution. Elle s'est penchée sur l'élaboration des programmes des chantiers régionaux et du Service Civil (dont tableau ci-dessous) en utilisant des normes rationnelles de manière à éviter toute activité désordonnée, non réfléchie ou improvisée qui ne cadre point avec les objectifs du plan.

Il est à remarquer que l'organisation du Service Civil a pour objet essentiel de donner à des jeunes sans qualification une formation théorique et pratique dans des domaines aussi divers que la mécanique, l'agriculture riche ou le bâtiment.

Chantiers Régionaux de Lutte contre le Sous-Développement

Gouvernorats	Chantiers Régionaux		Chantiers du Service Civil	
	Total des journées du travail accordées en 1966	Crédits en Dinars salaires et semoules	Nombre de jours	Crédits accordés
BEJA.....	315 000	102 150,000	500	65 500,000
BIZERTE.....	150 000	52 800,000		
DJENDOUBA...	935 000	308 550,000	600	106 000,000
GABES.....	303 548	100 170,840	230	27 574,826
GAFSA.....	135 000	44 550,000	500	64 400,000
KAIROUAN....	624 722	206 158,260	200	23 322,818
KASSERINE...	137 148	52 440,571	300	10 118,005
LE KEF.....	141 660	47 880,000	360	40 300,000
MEDENINE....	1 000 000	330 000,000	160	53 944,000
NABEUL.....	83 573	27 579,090	300	23 325,000
SFAX.....	135 000	13 497,000		
SOUSSE.....	450 042	148 513,860	550	57 164,360
TUNIS.....	816 635	269 489,551		
	5 237 328	1 703 779,172	3 650	471 649,009

Section II - LA PROMOTION DE L'HOMME

I - L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION DES CADRES

L'année 1966 a été très importante pour l'enseignement en Tunisie. En effet c'est à la fin de cette année que tous les responsables ont senti la nécessité de faire le point dans ce

domaine après 10 ans d'indépendance, d'autant plus que l'enseignement constitue la base du développement. L'examen de la situation a nécessité par la suite, c'est-à-dire en 1967 la création à partir de la Commission des Etudes socialistes d'une sous commission : la commission de l'Enseignement qui vient de terminer ses travaux.

En 1966 la situation présentait les mêmes caractéristiques que les années précédentes.

1.- L'Enseignement primaire :

a) Elèves nouveaux acceptés en première année :

Année Scolaire	Prévisions		Réalisations	
	Nombres prévus	augmentations	Nombres Réalisés	augmentations
1961 - 1962 année de référence	84 000	"	84 000	"
1962 - 1963	96 000	12 000	93 691	9 691
1963 - 1964	103 000	7 000	107 136	13 445
1964 - 1965	104 900	1 900	115 382	8 245
1965 - 1966	119 680	4 298	119 840	4 458
1966 - 1967	126 000	6 320	127 600	7 760

b) Progression des effectifs globaux

Année Scolaire	Prévisions		Réalisations	
	Nombres prévus	augmentations	Nombres prévus	augmentations
1961 - 1962 année de référence	465 577	48 085	465 577	48 085
1962 - 1963	522 600	57 023	527 373	61 796
1963 - 1964	577 800	55 200	593 059	65 686
1964 - 1965	627 100	49 300	658 766	65 707
1965 - 1966	715 051	56 285	717 093	58 327
1966 - 1967	770 049	54 998	777 686	60 593

Pour l'année 1966-1967 les effectifs se sont répartis en 500 133 garçons et 277 553 filles contre 472 270 garçons et 244 823 filles en 1965-1966. Donc par rapport aux effectifs globaux les filles représentent 36 % en 1966-1967 contre 34 % en 1965-1966.

La comparaison entre les deux tableaux nous montre que les réalisations ont dépassé les prévisions.

Cependant la comparaison pour les deux tableaux entre les augmentations, d'une année sur l'autre nous montre qu'il exi[illegible] une évolution dans le sens de la baisse et que l'année 1966-1967 semble constituer une année de reprise.

Cette évolutio. trouve son explication dans plusieurs facteurs et notamment le taux élevé des défaillances et des départs. Une telle situation ne pouvait durer et c'est pour cette raison que des solutions sont entrain d'être élaborées à partir des conclusions de la Commission de l'Enseignement.

c) Classes élèves

Années Scolaires	Prévisions		Réalisations	
	Nombres prévus	augmentations	Nombres prévus	augmentations
1961 - 1962 année de référence	11 255	936	11 255	936
1962 - 1963	12 682	1 427	12 816	1 561
1963 - 1964	14 004	1 322	14 409	1 593
1964 - 1965	15 193	1 189	15 787	1 378
1965 - 1966	17 434	1 647	17 333	1 546
1966 - 1967	18 874	1 440	18 956	1 623

On remarque que les réalisations ont dépassé les prévisions et que le rythme des créations est resté le même pendant toutes ces années.

d) Formation des écoles normales

années	*instituteurs*	*Moniteurs*
Juin-Octobre 1962.....	296	"
1963.....	231	51
1964.....	365	106
1965.....	378	152
1966.....	353	222

e) Effectifs des Institeurs Tunisiens

Années Scolaires	Prévisions		Réalisations	
	Nombres prévus	augmentations	Nombres prévus	augmentations
1961 - 1962 année de référence	7 736	754	7 736	754
1962 - 1963	9 160	1 424	9 253	1 517
1963 - 1964	10 136	976	10 562	1 309
1964 - 1965	11 044	908	11 564	1 009
1965 - 1966	12 961	1 397	12 363	799
1966 - 1967	14 236	1 275	13 429	1 066

NOTA : Les postes manquant ont été reportés en heures supplémentaires.

2.- *L'Enseignement secondaire et moyen.*

a) Elèves nouveaux à admettre

Année Scolaire	Prévisions		Réalisations		Augmentations Réalisées	
	Secondaire	Moyen	Secondaire	Moyen	Secondaire	Moyen
1962-1963	9 340	4 660	9 231	5 373	"	"
1963-1964	12 470	6 230	10 668	6 284	1 437	911
1964-1965	14 870	7 430	13 045	7 704	2 377	1 420
1965-1966	16 679	8 370	16 630	8 370	3 585	666
1966-1967	18 677	9 340	19 336	10 834	2 707	2 464

En ce qui concerne l'Enseignement secondaire les prévisions ont été supérieures aux réalisations sauf pour l'année 1966-1967. Par contre pour l'Enseignement Moyen les réalisations ont été conformes aux prévisions.

Il y a lieu d'ajouter à ce Tableau les effectifs de l'Enseignement Agricole : 752 élèves en 1965 et 811 en 1966.

b) Effectifs globaux

Année Scolaire	Prévisions		Réalisations		Augmentations réalisées	
	Secondaire	Moyen	Secondaire	Moyen	Secondaire	Moyen
1962-1963	33 120	14 900	33 392	16 366	"	"
1963-1964	39 780	17 000	40 207	18 731	6 815	2 365
1964-1965	47 000	19 503	46 818	21 469	6 611	2 722
1965-1966	54 971[1]	24 180	57 344	25 408	10 526	3 939
1966-1967	64 806	27 345	70 836	"	13 492	"

1) Il y a lieu d'ajouter 105 élèves de l'enseignement zeitounien.

On remarque que les réalisations ont dépassé les prévisions surtout pour l'Enseignement Moyen ce qui confirme les données du tableau précédent.

c) Le Personnel Enseignant

Année Scolaire	Enseignement Secondaire		Enseignement Moyen	
	Tunisiens	Etrangers	Tunisiens	Etrangers
1964-1965	1 312	912	880	350
1965-1966	1 450	1 004	912	386
1966-1967	1 687	1 354	1 101	490

3.- *L'Enseignement Supérieur*

a) Effectif des Etudiants de l'Université de Tunis

Année Scolaire	1965-1966			1966-1967		
Faculté ou école	garçons	filles	total	garçons	filles	total
- Faculté des Lettres..	829	496	1 325	928	507	1 435
- Faculté de Droit.....	974	123	1 097	1 150	157	1 307
- Faculté des Sciences.	1 121	264	1 385	1 252	345	1 597
- Faculté de Médecine..	111	22	133	161	24	185
- Faculté de Théologie.	556	15	571	514	14	528
- Centre de formation Pédagogique.....	199	36	235	"	"	"
- Ecole Supérieure Droit	199	5	204	282	4	286
- Ecole Supérieure d'Etudes Commerciales...	82	8	90	78	8	86
- Ecole Normale des Professeurs Adjoints :						
- Sections supérieurs	372	44	416	407	72	479
- Sections préparatoires.....	592	182	774	698	229	927
TOTAL....	5 035	1 195	6 230	5 470	1 360	6 830

Les Etudiants de l'Ecole Normale Supérieure font partie des étudiants des facultés ; les effectifs sont :

en 1965-66 : 90 Garçons et 24 Filles

en 1966-67 : 91 Garçons et 22 Filles

- Les Etudiants de l'année préparatoire aux études médicales de

l'année 1966-67 sont inscrits à la Faculté des Sciences (228 Etudiants)

- Il s'agit des effectifs de toutes nationalités
- Le centre de formation pédagogique n'a pas fonctionné en 1966-67.

b) Effectif total des Etudiants

ETABLISSEMENT	1964-1965	1965-1966	1966-1967
Université de TUNIS.....	5 158	6 230	6 830
Autres Etablissements supérieurs non dépendants du S.E.E.N.	190	224	300
Universités Etrangères...	3 506	3 092	2 959
T O T A L.....	8 854	9 546	10 089

On remarque que le nombre d'Etudiants Tunisiens ne cesse d'augmenter d'une année sur l'autre. Cependant l'augmentation est plus faible pour 1966-1967 par rapport à 1965-1966 surtout en ce qui concerne l'Université de Tunis.

La baisse du nombre d'Etudiants Tunisiens à l'Etranger est la conséquence du développement de l'Enseignement supérieur en Tunisie par la création de certaines licences.

c) Boursiers Tunisiens.

	1964-1965	1965-1966	1966-1967
Boursiers nationaux à TUNIS	1 673	2 147	2 609
Boursiers nationaux à l'Etranger.....	1 484	1 161	965
Boursiers de la Coopération Technique.....	668	677	640
T O T A L.....	3 825	3 985	4 214

Il est à signaler que le Gouvernement a, en outre, accordé en 1966-67 129 bourses à des étudiants étrangers poursuivant leurs études à TUNIS.

On remarque enfin que les bourses nationales ont augmenté en 1966-67 de 414 bourses.

4.- L'Enseignement spécialisé.

Etant donné sa grande diversité on se limitera aux indications concernant l'Ecole supérieure d'Agriculture, l'Ecole Nationale d'Administration et l'Ecole de la Coopération.

a) Effectifs par année d'Etudes de l'Enseignement supérieur Agricole.

	1964-1965	1965-1966	1966-1967
1e année.....	61	61	41
2e année.....	41	41	45
3e année.....	35	35	50
4e année.....	--	--	50
TOTAL..	137	137	186

La 4e année ne fonctionne que depuis 1966-1967.

Cet enseignement doit être encouragé pour atteindre le millier d'Ingénieurs prévu par le Plan dans la période 1965-1971.

b) L'Ecole Nationale d'Administration : Effectifs globaux par cycle d'enseignement.

	1964-1965	1965-1966	1966-1967
Cycle supérieur.....	9	13	6
Cycle moyen.....	282	383	602
Cycle élémentaire.....	249	349	381
TOTAL..	540	745	989

Les Etudiants du Cycle Moyen font partie de l'Université de TUNIS.

c) L'Ecole Nationale de la Coopération

	1964-1965	1965-1966	1966-1967
Section Supérieure.....	53	87	110
Section Moyenne.....	17	28	20
Section Agricole.....	62		82
TOTAL.	132	115	212

La section Agricole n'a pas fonctionné en 1965-66 ce qui a causé une chute dans le nombre des diplômés formés par l"Ecole puisqu'en 1965-66 ce nombre a été de 45 contre 83 diplômés en 64-65.

II - LA SANTE

Dans la Santé les actions prévues ont été poursuivies conformément aux directives du Plan. Ainsi on a enregistré un accroissement dans le nombre de lits (13 000 contre 12 903) et une accentuation de la Prévention médicale.

Ce qui est important à signaler c'est le nombre du Personnel médical.

	1964	1965	1966
Médecins :			
Tunisiens.....	289	280	293
Etrangers.....	271	296	373
TOTAL :	560	576	666
Dentistes :			
Tunisiens.....	26	27	30
Etrangers.....	16	10	32
TOTAL.....	42	37	62
Vétérinaires :			
Tunisiens.....	20	20	21
Etrangers.....	18	17	28
TOTAL :	38	37	49
Pharmaciens :			
1e Collège.....	110	105	102
2e Collège.....	16	14	17
3e Collège.....	24	23	24

C H A P I T R E II

L'EXPANSION ET SES RESULTATS

-:=oOo=:-

Parallèlement aux efforts réalisés en matière de réformes de structures et aux progrès enregistrés dans tous les domaines relatifs à la promotion de l'homme, et notamment dans les domaines de l'Education, de la Culture et de la Santé, tels qu'ils viennent d'être analysés dans le chapitre précédent, nous avons pu maintenir en 1966 un niveau relativement élevé des investissements et un accroissement remarquable des exportations, et cela malgré une stagnation du PIB dûe à une année agricole extrêmement mauvaise.

L'évolution des différents secteurs de production au cours de l'année 1966 sera analysée dans ce chapitre aux prix constants de 1960, c'est-à-dire qu'elle retracera l'évolution en volume sans tenir compte de l'influence des prix.

D'autre part, nous retiendrons pour le calcul de la valeur ajoutée par secteur le concept de "coût des facteurs", en vue d'éliminer l'influence, dans certains cas importante, des impôts indirects.

Les valeurs ajoutées ainsi retenues mesureront l'importance relative de chaque secteur par rapport à l'ensemble de la production.

Pour l'ensemble des secteurs, le PIB, calculé aux prix constants de 1960 et au coût des facteurs, est passé de 371,1 millions de dinars en 1965 à 363,7 millions de dinars en 1966, accusant ainsi une baisse de 2,1 % (a). Cette baisse a pour principale

---

(a) Le PIB, aux prix du marché, quant à lui est demeuré stable par rapport à l'année 1965 à prix constants et a légèrement augmenté à prix courants.

origine, comme nous le verrons ci-après, la mauvaise année agricole puisque le secteur agricole a connu une baisse de 27,5 % par rapport à l'année 1965.

Ce qui est d'ailleurs remarquable, c'est que le PIB n'ait subi qu'une baisse. somme toute, assez faible malgré une campagne agricole qui compte parmi les plus mauvaises depuis 10 ans.

I - L'EVOLUTION DES DIFFERENTS SECTEURS DE PRODUCTION

- Dans l'agriculture, comme nous l'avons dit plus haut, la production de l'année 1966 s'est soldée par une baisse de 27,5 %. La valeur ajoutée, dans ce secteur est passée de 85,2 millions de dinars en 1965 à 61,9 millions de dinars en 1966.

Cette baisse particulièrement forte est dûe principalement à une mauvaise récolte de céréales, d'olives et de raisins de vin. Le tableau suivant retrace pour ces produits l'évolution de la production entre 1965 et 1966.

Production en 1 000 t.

Produit	Année 1965	
	1965	1966
Blé dur.....	547	415
Blé tendre.....	111	44
Orge.....	250	110
Raisin de vin.....	230	165
Olives.....	439	253

La production d'agrumes a aussi baissé, mais assez faiblement (100 mille tonnes en 1965 contre 97,5 mille tonnes en 1966).

Par contre, les cultures maraîchères ont connu une hausse qui a affecté particulièrement les tomates dont la production a été estimée à 145 mille tonnes en 1966 contre 116 mille tonnes en 1965.

Notons enfin que la production de dattes est passée de 54 000 tonnes en 1965 à 42 300 tonnes en 1966.

- Les Industries agricoles et alimentaires

La mauvaise année agricole a eu naturellement des réper-

cussions sur les industries de transformation des produits agricoles. Néanmoins elle n'a pas affecté ce secteur dans les mêmes proportions que le secteur agricole, puisque la baisse enregistrée ici n'est que de l'ordre de 11 % (contre 27,5 % en agriculture).

Si la production d'olive et de vin a baissé dans les mêmes proportions respectives que les productions d'olives et de raisin de vin (95,5 mille tonnes en 1965 contre 55 mille tonnes en 1966 pour l'huile d'olive et 168 mille tonnes en 1965 contre 120 mille tonnes en 1966 pour le vin), la production des dérivés de céréales (semoules et farine, pâtes alimentaires, couscous et pain) n'a baissé que de 5 % contre une baisse de plus de 33 % pour l'ensemble des céréales en raison de l'accroissement des importations et de la diminution des stocks.

Les autres produits que nous avons retenus dans cette branche ont connu une hausse très sensible : pour les poissons frais la production est de 25,8 mille tonnes en 1966 contre 22,7 mille tonnes en 1965, celle des conserves de légumes et fruits est de 31,6 mille tonnes en 1966 contre 30,7 mille tonnes en 1965 et celle des conserves de poissons de 3,1 mille tonnes en 1966 contre 2,1 mille tonnes en 1965.

- l'énergie

L'accroissement de la productions d'électricité a été appréciable : 378 millions de Kw/h en 1966 contre 334,8 millions de Kw/h en 1965, soit un accroissement de 13 %.

La hausse enregistrée pour le gaz de ville a été moins importante : 15,4 millions de m3 en 1966 contre 15,3 millions de m3 en 1965. Mais c'est surtout dans le secteur pétrolier que les progrès ont été remarquables : la valeur ajoutée s'est multipliée par 2,23 en l'espace d'une année grâce à l'exploitation en 1966 des gisements de pétrole brut récemment découverts et à l'accroissement de la production de la STIR (700 mille tonnes en 1965 et 763 mille tonnes en 1966 pour l'ensemble des produits de cette entreprise).

- Les Industries extractives

La valeur ajoutée dans ce secteur est passée de 7,7 mil-

lions de dinars en 1965 à 819 millions de dinars en 1966, soit une hausse de plus de 15 % dûe surtout au phosphate de chaux brut dont la production est passée de 3.040 mille tonnes à 3 147 et au minerai de fer dont la production est passée de 1 017 mille tonnes en 1965 à 1 230 mille tonnes en 1966. (a)

- Matériaux de construction, céramique et verre

La production de ciment qui a connu une légère baisse en 1965 a repris sa hausse en 1966 (452,4 mille tonnes en 1965 et 447,6 mille tonnes en 1966). Mais c'est surtout les ouvrages en ciment et la Verrerie qui sont à l'origine de l'accroissement de 16 % qu'a connu cette année le secteur dans son ensemble.

- Les Industries Mécaniques et Electriques

Les Industries Mécaniques et Electriques ont connu, pour leur part, un accroissement notable de 66 % dû principalement à l'entrée en pleine activité du complexe sidérurgique de Menzel Bourguiba et au développement des industries de montage (automobile et tracteurs, poste de radio et télévision). Au total, la valeur ajoutée de ce secteur est passée de 1,8 millions de dinars en 1965 à 3,0 millions de dinars en 1966.

- Les Industries Chimiques

Le superphosphate qui joue le rôle prédominant dans le secteur a connu un fléchissement en 1966 ; la production est en effet passée de 325 mille tonnes en 1965 à 304 mille tonnes en 1966. Mais c'est surtout l'hyperphosphate qui a connu une baisse importante, sa production ayant diminué presque de moitié (124 mille tonnes en 65 contre 64 mille tonnes en 1966).

(a) Il n'est pas étonnant que pour cette branche, la production aux prix constants connaisse un accroissement supérieur à la production aux prix courants (plus de 15 % pour la première et uniquement 7,1 % pour la seconde). Les produits de ce secteur, étant destinés pour la majorité à l'exportation, l'indice que nous appliquons "aux valeurs courantes" de cette partie exportée est l'indice des valeurs moyennes à l'importation (cf la publication sur les comptes nationaux volume 1, page 14). Or, il se trouve que cet indice diminue en 1966 par rapport à 1965 (cf la publication sur les statistiques du commerce extérieur, année 1966).

Par ailleurs, la production dans les domaines de la confection et des chausseures continue à croître, tandis que les produits de la SOTUMATEX (couvertures industrielles) et de la STUFFIT (Sacs d'emballages) ont connu un léger fléchissement.

- Les transports et les services

Le secteur des transports a connu cette année un accroissement important et harmonieux ; cet accroissement est en effet enregistré dans tous les domaines : ferroviaire, maritime, aérien et terrestre.

La valeur ajoutée du secteur est passé de 31,2 millions de dinars en 1965 à 33,8 millions de dinars en 1966, soit un accroissement de 12 %.

Quant au secteur des Services, représenté surtout par le tourisme, il a connu un accroissement de 10 % dû dans une très large mesure au tourisme dont la valeur ajoutée aux prix courants est passée de 7,7 millions de dinars en 1965 à 9,1 millions de dinars en 1966, ce qui représente un accroissement de 18 %.

Θ
Θ Θ

En conclusion, l'analyse de la situation économique au cours de l'année montre que l'économie tunisienne reste encore tributaire, quoique dans une mesure beaucoup moins grande que dans le passé, des variations qui affectent la production du secteur agricole, particulièrement les produits les plus importants : céréales, olives et raisins de vin.

Si l'on compare en effet le PIB au coût des facteurs entre 1965 et 1966 après élimination des céréales, des olives et du raisin de vin, l'on constate une augmentation de 6 % en 1966 par rapport à 1965.

De même si l'on décompose le PIB suivant ses principales composantes, l'on constate que les secteurs de l'industrie et des services ont connu une progression remarquable :

	1965	1966
- Agriculture.....	65,2	61,9
- Industries extractives.....	7,7	8,9
- Energie.....	10,4	14,8
- Industries manufacturières...	49,4	51,7
- Bâtiments et travaux publics.	33,8	35,0
- Commerce.....	53,9	49,1
- Services.....	130,7	142,7
TOTAL.....	371,1	363,7

II - LA BALANCE DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS

- Les Ressources

Si l'on ajoute au PIB au coût des facteurs les impôts indirects nets de subventions on obtient ce qu'on appelle le PIB aux prix du marché, et si l'on ajoute à ce dernier les importations de biens et services on obtient l'ensemble des resscurces en biens et services de la nation. Celles-ci se sont élevées en 1966, aux prix constants de 1960, à 557,0 millions de dinars contre 559,9 millions de dinars en 1965, et aux prix courants à 669,9 millions de dinars en 1966 contre 665,5 millions de dinars en 1965.

Ensemble des ressources en Biens et Services de la Nation

	Prix courants		Prix constants	
	1965	1966	1965	1966
Produit Intérieur Brut aux prix du marché.....	495,9	502,8	431,7	431,7
Importations de biens et services.....	169,6	167,1	128,2	126,6
TOTAL....	665,5	669,9	559,9	557,0

La baisse des ressources, à prix constants, comme le montre le tableau ci-dessus, est le résultat d'une diminution des importations (1,3 %).

Les emplois

Les ressources totales de la nation se répartissent en différents emplois : la consommation privée, la consommation publique, la formation brute de capital fixe, l'augmentation des stocks et enfin les exportations.

L'année 1966 se caractérise dans le domaine des emplois des ressources en biens et services par le phénomène inverse de celui que nous avons enregistré pour l'année 1965 : alors que la consommation privée avait particulièrement augmenté en 1965 (au détriment des exportations) au cours de l'année 1966, elle a au contraire diminué (6,0 %) au profit des exportations qui se sont accrues de 18 %, comme le montre le tableau ci-après :

Ensemble des Emplois et Bien et Services de la Nation

	Prix courants		Prix constants	
	1965	1966	1965	1966
Consommation privée.....	249,1	332,5	312,0	292,8
Consommation publique.....	79,3	91,1	63,0	72,0
F.B.C.F.	132,3	128,9	105,0	102,4
Augmentation des Stocks.....	+ 6,1	+ 3,1	+ 4,8	+ 2,5
Exportations de biens et Services.....	98,7	114,3	75,1	88,2
TOTAL.....	665,5	669,9	559,9	557,9

Mais s'il apparaît à partir de ce tableau que l'accroissement des exportations et la consommation publique s'est réalisé aux prix d'une diminution de la consommation privée, il n'en faut pas moins perdre de vue que celle-ci était particulièrement élevée en 1965, et elle n'a fait en 1966 que retrouver son niveau de 1964.

Quant à la F.B.C.F., il est remarquable qu'elle se soit maintenue pratiquement au niveau de l'année précédente malgré la stagnation du PIB. Nous verrons que cela n'a pu être réalisé que grâce à des efforts extrêmement importants en matière d'épargne.

C H A P I T R E III

LES INVESTISSEMENTS

-:=oOo=:-

Les investissements se sont élevés en 1966 à 132 Millions de Dinars dont 128,9 Millions au titre de la formation brute de Capital Fixe et 3,1 Millions de dinars au titre d'accroissement des stocks.

I - VARIATION DES STOCKS

La somme des variations des stocks laisse apparaître un accroissement assez faible de + 3,1 Millions de dinars. Cependant si on examine ces variations par grande catégorie de produits, on constate qu'il y a eu pour les biens agricoles une diminution importante et un mouvement plus important pour les biens non agricoles mais de sens contraire.

En effet la production agricole étant déficitaire, la satisfaction des besoins intérieurs et extérieurs a nécessité un prélèvement sur les stocks des céréales, du vin et de l'huile d'une valeur de 9,6 Millions de dinars.

Pour les produits industriels, l'accroissement des stocks est général. Toutes les branches ont été amenées à accroître leurs stocks à la fois en marchandises achetées pour être vendues en l'état et produits fabriqués qu'en matière première et produits consommables destinés à la consommation productive. La part des matières premières est de 25 %. Celles des marchandises et produits fabriqués sont respectivement de 27 et 31 %.

II - FORMATION BRUTE CE CAPITAL FIXE PAR NATURE ET PAR AGENT INVESTISSEUR

En 1966 la F.B.C.F. s'est répartie par type de biens de la manière suivante : 43,0 Millions de dinars de biens d'équipement (soit 33 % de l'ensemble du coût des investissements en capital fixe) 80,1 Millions de dinars de construction (soit 62 %) et 5,8 M.D. pour les études (soit 5 %).

Par ailleurs la F.B.C.F. a été réalisée par les administrations à raison de 48,2 Millions de dinars (soit 37 %), par les entreprises publiques à concurrence de 55,5 Millions de dinars (soit 43 %) par les entreprises privées pour un montant de 16,9 M.D. (soit 13 %) et par les ménages à concurrence de 8,3 Millions de dinars (soit 7 %).

Si nous comparons ces chiffres à ceux de 1965, nous constatons que l'Administration a investi un peu plus que l'année précédente, l'accroissement étant de 700 mille dinars.

En ce qui concerne les entreprises, les variations sont différentes selon qu'il s'agit d'entreprises publiques ou d'entreprises privées.

Alors que la F.B.C.F. des entreprises publiques a connu une baisse de 4,9 Millions de dinars c'est-à-dire de 8,1 %, celle des entreprises privées est passée de 14,7 à 16,9 Millions de dinars ce qui représente un accroissement de 14 %.

Enfin la construction des logements par les ménages est en regression de plus de 10 % par rapport à 1965 puisque la valeur de ces constructions est passée de 9,3 Millions à 8,3 Millions en 1966.

Nous constatons donc que la part de la F.B.C.F. réalisée par les Administrations a légèrement augmenté et a représenté 37 % en 1966 contre 36 % en 1965. Celle des entreprises publiques a diminué et n'a plus représenté que 43 % en 1966 contre 46 % en 1965. Cette diminution, comme il a été indiqué, a été partiellement compensée par la hausse de la part de la F.B.C.F. des entreprises privées qui représente 13 % contre 11 % seulement en 1965.

Quant à la part des ménages, elle est restée pratiquement stationnaire = 7 % pour les deux années.

Par ailleurs il est à remarquer que la part d'équipement dans la F.B.C.F. a été beaucoup plus faible en 1966 que pendant l'année précédente et cela bien que les variations des investissements par agent aient été très peu importantes.

En effet la part des équipements est tombée de 39 % en 1965 à 33 %, celle de la construction a suivi un mouvement évidemment inverse, en accusant une augmentation (62 % contre 57 %). La part des études reste toujours assez faible et représente 5 % en 1966 contre 4 % en 1965.

L'examen de la répartition de la F.B.C.F. par type de bien et par agent permet de conclure que les modifications survenues à la structure des investissements intéressent exclusivement les entreprises.

Alors qu'en 1965 la part d'équipement dans la F.B.C.F. des entreprises est évaluée à 61 %, en 1966 ce pourcentage ne dépasse guère 50 %. Cette diminution enregistrée dans les biens d'équipement est compensée par une augmentation de la construction dont la part est passée de 34 % à 45 %.

Ce changement de stucture ne signifie nullement que les investissements des entreprises qui ont comporté moins d'équipements et plus de construction ont été moins productifs dans l'ensemble que les investissements de 1965.

En effet l'augmentation de la part de la Construction s'explique uniquement par des changements dans la distribution de la F.B.C.F. des entreprises par branches économiques bénéficiaires.

Comme il va être précisé au paragraphe suivant, ce sont les secteurs prioritaires qui ont bénéficié d'un apport de capital de plus en plus important et dont les projets contiennent une part de construction très élevée. On peut citer les secteurs suivants : tourisme, secteur pétrolier, matériaux de construction, agriculture etc...

III - REPARTITION DES INVESTISSEMENTS PAR SECTEUR BENEFICIAIRE

En 1966 cette répartition était très différente de celle constatée en 1965. Alors qu'en 1965 c'est le secteur de l'Industrie

qui a absorbé la plus grande part de la F.B.C.F. (41 %) en 1966 l'effort d'investissement a été orienté vers les services dont la part est passée de 38 % à 49 %. Le secteur de l'Industrie n'a pu bénéficier que de 31 % des investissements et l'Agriculture s'est vue attribuer une part peu différente de celle de 1965 (20 % contre 21 %).

L'examen de la distribution de la F.B.C.F. par branche économique permet d'expliquer ces changements de structures.

1) *La F.B.C.F. dans l'Agriculture*

Le niveau de la F.B.C.F. de l'agriculture n'a subi qu'une variation minime vers la baisse en 1966 par rapport à 1965. Cette baisse n'intéresse d'ailleurs que les opérations d'investissement de l'Administration. Celles des entreprises sont demeurées stationnaires et ont atteint le chiffre de 7,5 millions de dinars. Le tableau suivant donne la répartition de la F.B.C.F. dans l'agriculture par agent pour les années 1965 et 1966.

	1965	1966
- Administration.....	20,1	18,2
- Entreprises publiques...	4,3	4,2
- Entreprises privées.....	3,2	3,3
	27,6	25,6

1.1 - Les investissements agricoles de l'Administration

Ces investissements dont le coût est évalué à 18,2 M.D. sont financés à concurrence de 12,9 Millions par le titre II du budget de l'Etat ou par avance de trésorerie, et 5,3 M.D. par une aide extérieure directe non comptabilisée par les documents budgétaires de l'Administration.

- Les opérations d'investissements agricoles réalisés dans le cadre du budget de l'Etat ont intéressé notamment les secteurs suivants :

Forêts (article 11).....	2,6	Millions	de D.
C E S (article 12).....	2,6	"	"
Hydraulique Générale.....	4,0	"	"
Hydraulique et assénissement (Article 14)..	0,3	"	"
Intensification agricole (Article 17).....	1,8	"	"

- Les projets qui ont bénéficié d'une aide extérieure directe sont principalement des projets en cours d'exécution depuis plus d'une année. Ce sont :

Oued Nebhana.....	2,3	Millions de D.
Oued Kassab.....	1,1	" "
Lac Ichkeul.....	0,5	" "

1.2 - Les Investissements agricoles des entreprises publiques

Ces investissements dont le montant est sensiblement égal à celui réalisé l'année précédente, sont répartis par entreprises comme suit :

	1965	1966
Offices Terres Domaniale.....	857	1 338
Office de Motoculture.....	2 122	364
O.M.V.V.M.	1 525	1 408
Office des Souassis.....	944	528
Office de l'Enfidha.....	792	207
Office de Sidi Bouzid.....	-	27
Non ventilé : Achat des vaches laitières	-	275
	[illegible]	4 147

[illegible] est [illegible] accordées par l'Etat [illegible].

1.3 - Les investissements agricoles privés

Rappelons que nous incluons dans cette catégorie d'entreprises les coopératives de production. L'évaluation des investissements continue d'être faite par une méthode indirecte de calcul sur l'analyse des crédits à moyen et long terme accordés par la Banque Nationale Agricole et les subventions d'équipement accordées par l'Etat. L'ensemble de ces investissements a été estimé à 3,3 mil-

[illegible]

. Les investissements dans l'Industrie

[illegible] est exclusivement l'oeuvre

des entreprises : la contribution du secteur public dans ce domaine demeure toujours à un niveau très élevé: 87,5 % du total des investissements.

2.1 - La F.B.C.F. des entreprises publiques et semi-publiques.

Elle s'élève en 1966 à 34,5 millions de dinars ce qui représente un niveau nettement inférieur à celui réalisé en 1965 (47,8 millions de dinars).

La baisse des investissements s'explique par le fait que les grands projets industriels entamés au cours du plan triennal ont été achevés en 1965 ou au début de 1966.

La répartition des investissements industriels par branche économique et pour les années 1965 et 1966 permet de préciser les changements apportés à la structure des investissements réalisés dans le secteur de l'Industrie.

	1965	1966
Industrie Agricole et Alimentaire	*1 346 000*	*1 661 000*
STIL.....	164 000	118 000
Office National des pêches.....	1 009 000	907 000
Régie National des Tabacs.....	173 000	393 000
Société Ellouhoum.....	-	210 000
Société Tunisienne de sucre.....	-	33 000
Electricité (STEG).....	*7 800 000*	*6 050 000*
Produits pétroliers.....	*8 353 000*	*12 447 000*
SITEP.....	5 875 000	9 416 000
SEREPT.....	2 478 000	2 971 000
STIR.....	-	60 000
Matériaux de construction, Céramique, Verre.....	*699 000*	*3 126 000*
Les Ciments Porthland de Bizerte	97 000	137 000
Les Ciments Artificiels Tunisiens	13 000	138 000
SOTUVER.....	434 000	384 000
Les Carrières Tunisiennes.....	69 000	7 000
Les Carrelages Tunisiens.....	29 000	13 000
La Céramique Tunisienne.....	7 000	244 000

	1965	1966
Manufacture Tunisienne de Céramique	-	1 122 000
Faïence de Tabarka.....	-	600 000
Briquetterie de Djemmal.....	-	167 000
Marbrerie Chemtou.....	-	109 000
SOMACE (Marbrerie).....	-	138 000
Industries Extractives.....	*4 724 000*	*4 869 000*
Sfax-Gafsa.....	3 744 000	1 620 000
Ciphos.....	425 000	868 000
Stephos.....	35 000	900 000
O.N.M.	333 000	475 000
Cotusal.....	187 000	116 000
SOTUMI.....	-	1 350 000
Djebel Djérissa.....	-	350 000
Industries Mécaniques et Électriques.	*14 477 000*	*2 440 000*
Fouladh.....	13 651 000	2 109 000
STIA.....	339 000	147 000
A.M.S.	431 000	43 000
SOCOMENA.....	56 000	-
SOTACER.....	-	23 000
Société d'Accumulateur.....	-	70 000
El Athir.....	-	30 000
Tréfilerie.....	-	10 000
International Harvester.....	-	8 000
Textile Habillement cuir.....	*9 784 000*	*2 641 000*
SOGICOT.....	6 923 000	730 000
SOGIL.....	2 221 000	1 076 000
SOGIC.....	285 000	113 000
ONA.....	355 000	690 000
Tannerie de la Manouba.....	-	32 000
Chimie Caoutchouc.....	*344 000*	*845 000*
SIAPE.....	317 000	764 000
Pharmacie Centrale.....	25 000	47 000
Engrais pulvérisé.....	2 000	-
Raffinerie de soufre.....	-	34 000

	1965	1966
Travaux de bois.....	*105 000*	*191 000*
Société Nationale de liège.....	7 000	139 000
Ameublement Skanès.....	98 000	52 000
Papier, Edition, diverses.....	*100 000*	*232 000*
Société Cellulose.....	-	25 000

On constate que par rapport à 1965 les investissements dans les branches de l'électricité, des Industries mécaniques et électriques, du Textile Habillement et cuir ont accusé une baisse importante variant de 22 % à 84 %.

Par contre on a enregistré un accroissement appréciable dans les branches des industries agricoles et alimentaires, des produits pétroliers, des matériaux de construction, Céramique et Verre, des Industries extractives, de la Chimie, du bois et ameublement, du papier et des Industries diverses.

Mais c'est dans les deux branches : Matériaux de construction et produits pétroliers que le volume des investissements a subi un accroissement considérable.

2.2 - Les Investissements Industriels des Entreprises Privées

En 1965 les investissements privés sont concentrés à peu près dans le secteur de la recherche pétrolière (7,1 sur 7,6 millions de dinars). En dehors de ce secteur on a pu évaluer la valeur des investissements des entreprises privées à 500 mille dinars dont 100 mille pour la confection et le reste pour des projets divers.

En 1966 par contre l'investissement a intéressé plusieurs secteurs. La part de la branche des produits pétroliers demeure assez importante bien qu'elle ait baissé de plus de 50 % par rapport au niveau atteint en 1965 (3,3 millions de dinars contre 7,1 millions de dinars).

Le montant global des investissements privés dans l'industrie a en 1966 dépassé 5 millions de dinars qui se décomposent ainsi :

3 307 000 dinars dans la recherche pétrolière
473 000 dinars dans les textiles, Habillement et Cuir
278 000 dinars dans les Industries agricoles et alimentaires
332 000 dinars dans les Industries mécaniques et léectriques
207 000 dinars dans les travaux de bois et ameublement
203 000 dinars dans les Industries Chimiques et
144 000 dinars dans l'Industrie du papier et de l'edition.

Si on exclut le secteur de la recherche pétrolière on constate que les investissements privés se sont accrus de plus de 300 % puisque le chiffre global est passé de 500 000 dinars en 1965 à 1 700 000 dinars en 1966. Il apparaît donc que dans le domaine industriel aussi bien d'ailleurs que dans le reste de l'économie la part du privé dans l'activité d'investissement ne cesse de croître.

3) Les investissements dans les services

Ces investissements ont représenté 49 % de l'ensemble de [illegible] 1966 et se sont élevés à 63,8 millions

.../...

Le secteur des services continue de bénéficier d'un effort d'investissement de plus en plus important.

Ainsi les investissements de 1966 sont-ils en progression de 22 % par rapport à ceux réalisés en 1965, lesquels se trouvent déjà à 21 % de plus par rapport au niveau atteint en 1964.

L'accroissement enregistré ces deux dernières années est le résultat d'une forte augmentation des investissements dans le tourisme (10,6 M.D. en 1966 contre 6,5 M.D. en 1965 et 4,3 M.D. en 1964), ainsi que dans le domaine des équipements collectifs et la formation des cadres (25,2 M.D. en 1966 contre 21,3 M.D. en 1965 et 15,2 M.D. en 1964).

Les Investissements dans les Transports ont plus que doublé en 1966 par rapport à 1965 qui a été cependant marquée par un niveau inférieur à celui atteint en 1964.

En valeur absolue, l'évolution de ces investissements a été la suivante : 16,2 M.D. en 1966 contre 8,0 M.D. en 1965 et 9,6 MD en 1964.

Les Investissements consacrés au logement et à l'habitat ont diminué de 27 % par rapport à 1965 (10,2 M.D. en 1966 contre 14 M.D. en 1965).

Par ailleurs on a enregistré une F.B.C.F. de plus de 1 MD dans le secteur du Commerce.

La répartition entre les différents agents des investissements consacrés aux Services s'est faite en 1965 en 1966 de la manière suivante (en millions de dinars).

	1965	1966
Administration.....	27,4	30,0
Entreprises publiques.....	8,6	16,9
Entreprises privées.....	4,3	8,6
Ménages.....	9,3	8,3
TOTAL.....	49,6	63,8

A l'exception des ménages, tous les autres agents ont accru leurs efforts d'investissement dans le secteur des Services.

L'accroissement le plus fort se rencontre dans les investissements des entreprises publiques et privées et il est de l'ordre de 100 %.

3.1 - Les Investissements de l'Administration dans les Services

Les travaux d'équipement réalisés en 1966 par l'Administration ont continué à être importants dans le domaine des transports et des équipements collectifs. Par contre les investissements dans l'habitat ont connu une baisse particulièrement remarquable.

Voici à titre de comparaison les investissements administratifs réalisés en 1965 et 1966 :

	1965	1966
Transports.....	2,8	4,7
Equipements collectifs et formation des cadres.....	21,3	24,7
Habitat.....	3,3	0,6
	27,4	30,0

- Les travaux d'équipement dans le domaine des transports ont été financés en 1966 à concurrence de 3,5 M.D. par le titre II et 1,2 M.D. directement par l'étranger :

On peut citer pour les travaux comptabilisés dans le titre II ceux concernant :

- les routes et ports pour.. 0,8 M.D.
- Ports maritimes et aériens 1,5 M.D.
- Gares routières..... 0,2 M.D.

- Dans le domaine de l'habitat, les investissements sont intégralement financés par le titre II du budget de l'Etat.

- Enfin dans le secteur de l'Infrastructure sociale et administrative, le titre II a contribué pour 19,9 M.D. soit 69 % de l'ensmble des besoins, le reste ayant été financé soit par le trésor (fonds spéciaux, fonts de concours etc...) pour 2,1 M.D. soit par les collectivités sociales (0,6 M.D.) soit par la sécurité sociale (0,4) soit enfin directement par l'étranger (1,7 M.D.).

Les projets qui sont inclus sous cette rubrique sont nombreux. On peut cependant citer les plus importants d'entre eux et donner par département la valeur des travaux effectués en 1966.

Chapitre II Secrétariat d'Etat à la Présidence.....		0,2
Chapitre III Affaires Etrangères.....		1,5
Chapitre V Intérieur.....		0,5
Chapitre VII Plan et Economie Nationale.....		6,6
dont		
Etudes.....	0,7	
Programme de lutte contre le sous-développement.....	2,8	
Hydraulique urbaine.....	2,1	
Chapitre VIII Travaux publics et Habitat..		2,1
dont		
Cité Nationale Sportive.....	1,1	
Chapitre IX Education.....		7,1
Enseignement Supérieur..... (Université de Tunis et Faculté de Médecine).	0,7	
Enseignement du Second degré	4,0	
Enseignement primaire.....	2,2	

Chapitre X Santé..... 0,4

dont

équipements hopitaux..... 0,2

Chapitre XI Jeunesse et Sports..... 1,3

Chapitre XII Affaires Culturelles et Information..... 0,2

3.2 - Les Investissements des entreprises publiques dans les services

Ces investissements se sont élevés en 1966 à 16,9 M.D. et se sont répartis comme suit :

- dans les transports et télécommunications : 11,1 M.D.

S.N.C.F.T.	812 000 D en 1966	contre	917 000 en 1965
Sfax-Gafsa	434 000 D en 1966		
Tunis-Air.....	1 827 000 D en 1966	"	440 000 en 1965
C.T.N.....	434 000 D en 1966	"	38 000 en 1965
Office des ports.	2 907 000 D en 1966	"	565 000 en 1965
S.N.T.	886 000 D en 1966	"	734 000 en 1965
S.T.M.	648 000 D en 1966		
P.T.T.	2 304 000 D en 1966	"	891 000 en 1965
Société régionale de transports....	776 000 D en 1966.		

On constate que les augmentations proviennent principalement de TUNIS-AIR, de l'Office des Ports et des P.T.T.

- dans le domaine de l'Habitat, les investissements sont réalisés par la SNIT, et se chiffrent en 1966 à 1 312 000 dinars contre 941 000 dinars en 1965.

- dans le domaine du Tourisme : 3,6 M.D.

Commissariat au Tourisme	408 000 D en 1966	contre	2 127 000 en 65
S.H.T.T.	2 832 000 D en 1966	"	1 040 000 en 65
Autres organismes publics.....	327 000 D en 1966		

- Autres services : 0,9 M.D.

R.T.T.	221 000 D en 1966	contre	306 000 en 1965
SATPEC.....	267 000 D en 1966	"	70 000 en 1965
T.A.P.	15 000 D en 1966		
Entreprises Commerciales.....	446 000 D en 1966	"	400 000 en 1965.

3.3 - Les Investissements des entreprises privées dans les services.

Comme il a été dit, plus haut les investissements privés dans les services sont passés de 4,3 M.D en 1965 à 8,6 millions de dinars en 1966 soit une augmentation de 100 %

La répartition suivante montre que c'est dans le tourisme où la F.B.C.F. a accusé la plus forte augmentation.

Transport : Trapsa	914 000 D en 1966 contre	1 000 000 D en 1965
Tourisme.....	7 016 000 D en 1966 contre	3 300 000 D en 1965
Commerce.....	648 000 D en 1966 contre	- en 1965

3.4 - Les Investissements des Ménages dans les Services

Il s'agit des constructions de logements réalisés par les ménages et évalués à partir des autorisations à bâtir délivrées par les autorités municipales. En 1966 la construction des logements particuliers a été estimée à 8,3 millions de dinars ce qui représente une baisse d'investissements de l'ordre de 11 % par rapport à 1965.

C H A P I T R E IV

LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

-:=o)o=:-

La formation brute de capital analysée dans le chapitre précédent n'a pu être réalisée que grâce aux ressources de financement qui ont pu être dégagées à cet effet. Ces ressources sont de deux sortes : des ressources intérieures constituées par l'Epargne des différents agents (Administration, Entreprises et Ménages) et des ressources extérieures constituées par les apports de capitaux en provenance des pays qui aident la Tunisie à poursuivre son effort de développement.

De la sorte, le compte de Capital de l'ensemble de la nation s'est présenté de la façon suivante en 1966.

Compte de Capital en 1966
(en millions de dinars)

Emplois		Ressources	
Formation brute de Capital Fixe.....	123,4	Ressources intérieures:	67,4
Variation des Stocks...	+ 2,1	Epargne des Administrations. (21,4)	
Variation des réserves en or et en devises....	- 4,6	Epargne des Entreprises .... (38,6)	
		Epargne des Entreprises Financières..... (4,3)	
		Epargne des Ménages..... (7,5)	
		Ressources extérieures nettes :	56,0
		Aide Etrangère brute..... (71,7)	
		moins : remboursements (15,7)	
TOTAL :	123,4	TOTAL :	123,4

En comparant ces chiffres à ceux de 1965, nous constatons que l'épargne a augmenté de 21,4 % (67,4 millions de dinars contre 55,5 M.D. en 1965) alors que les investissements ont diminué d'environ 2,6 % du fait des mesures de compression mises en oeuvre au cours de l'année et qui étaient destinées à ajuster la demande à l'offre. De cette manière les ressources d'origine extérieure nécessaires au financement des investissements ont pu être diminuées dans des proportions très importantes (56 M.D. contre 77,2 M.D. en 1965, soit une diminution de 37,8 %), ce qui a permis de ramener leur proportion par rapports au niveau des investissements bruts à environ 42 %, soit un taux très proche de celui prévu dans le Plan Quadriennal (40 %). Cette diminution des apports en capitaux extérieurs est le résultat non pas de la compression des crédits à long terme nécessaires pour financer le développement mais de la compression des crédits fournisseurs, opérée dans le cadre du plan de stabilisation et dont le but était d'adapter le volume de ces crédits à notre capacité d'endettement de manière à alléger les charges que ces crédits font peser sur la balance des paiements au cours des années ultérieures.

Cette amélioration du schéma de financement des investissements reflétée par l'augmentation de l'épargne et la diminution de l'aide extérieure est d'autant plus remarquable qu'elle s'est opérée au cours d'une année agricole extrêment mauvaise, c'est-à-dire au cours d'une année où le P.I.B. aux prix courants du marché n'a augmenté que de 1,3 % (et qu'aux prix constants et au coût des facteurs ce même P.I.B. a même diminué d'environ 2%).

Ainsi, à cet égard on peut dire que le plan de stabilisation a été couronné de succès.

Dans le présent chapitre, nous nous proposons d'examiner en détail tous ces problèmes : la formation de l'épargne par l'analyse des opérations des différents agents et les apports extérieurs, par l'analyse de la balance des paiements.

Nous étudierons en outre les mécanismes de financement des investissements par une analyse de la politique monétaire et de la politique du crédit. Cette analyse est nécessaire car pour

un même agent l'égalité : Epargne + Apports extérieurs = Investissements bruts, n'est presque jamais vérifiée en raison de l'intervention des banques qui permet d'utiliser le surplus de certains agents aux besoins de financement de certains autres agents.

Ce chapitre comportera par conséquent trois sections :

- une section portant sur l'Epargne ;
- une section portant sur la balance des paiements ;
- une section portant sur la monnaie et le crédit.

Puis nous conclurons par une quatrième section qui récapitulera l'ensemble de ces données pour en déduire le schéma de financement des investissements réalisé en 1966.

Mais auparavant signalons que dans tout ce chapitre les chiffres indiquée seront des chiffres aux prix courants et que par conséquent ils différeront notamment des chiffres du chapitre II, lesquels sont des chiffres à prix constants, les seuls à considérer si l'on veut apprécier l'évolution des différentes grandeurs en termes réels, c'est-à-dire sans tenir compte des variations de prix.

Section I : L'EPARGNE

Nous examinerons successivement la formation de l'épargne de l'Administration, des Entreprises et des Ménages.

I - EPARGNE DE L'ADMINISTRATION

L'Administration telle que nous la considérons ici comprend trois agents :

- l'Etat : comprenant lui même le budget proprement dit (titre I et titre II) ainsi que les comptes de recettes affectées, les fonds spéciaux et le Trésor ;
- les Collectivités locales comprenant les communes, les conseils de gouvernorat ;
- et la Sécurité Sociale.

L'Epargne de l'Administration est la différence

les recettes courantes et les dépenses courantes de tous ces age Pour l'évaluer et pour comprendre le mécanisme de sa formation, il convient par conséquent d'analyser toutes les opérations de ces derniers.

Bien entendu, nous allons nous attacher essentiellement à analyser les opérations de l'Etat qui sont de loin les plus importantes, puis nous dirons quelques mots des opérations des autres agents.

- 1) Les opérations financières de l'Etat

Ces opérations sont relatives soit au budget de fonctionnement (Titre I), soit aux différents comptes du Trésor : fonds de Concours, Recettes affectées, fonds spéciaux du trésor et autres.

1.1 Les Ressources de l'Etat.

Les impôts représentent la quasi-totalité de ces ressources. Les impôts directs contribuent pour 28 % du total des recettes de l'Etat, les impôts indirects pour 70 % et le reste soit 2 % est constitué principalement de transferts.

Par rapport à l'année 1965 les ressources totales de l'Etat se sont accrues de 12 %. Cet important taux d'accroissement, pourtant inférieur à celui constaté l'année précédente, est dû à une forte augmentation des impôts.

EVOLUTION DES RESSOURCES DE L'ETAT

en millions de Dinars

	1964	1965	1966	Variation en % 1965/64	Variation en % 1966/65
Impôts directs.....	21,0	26,0	32,5	24 %	25 %
Impôts indirects...	62,2	72,3	81,5	16 %	13 %
Intérêts et Dividendes.....	0,8	1,0	0,8	+25 %	-25 %
Transferts divers..	4,8	4,7	2,0	- 2,9 %	-56 %
TOTAL.....	88,8	104,0	116,8	17 %	12 %

a) Evolution des impôts directs.

L'évolution favorable du produit des impôts directs s'explique par l'accroissement fort important des impôts sur le revenu réel (+ 6,4 millions de dinars).

Impôts sur les revenus réels

	Recettes 64	Recettes 65	Recettes 66
1°/ Contribution personnelle d'Etat	3 775	4 697	5 998
2°/ Impôts sur les traitements et salaires.....	1 749	1 656	2 698
Patentes			
3°/ Droits fixes			
- Forfaitaires.....	640	670	744
- Autres.....	434	504	592
Sociétés			
- Droits proportionnels.....	1 299	1 428	3 522
- Acomptes.....	1 482	1 456	3 067
Autres patentes			
- Droits proportionnels.....	599	621	903
- Acomptes.....	-	40	
4°/ Impôts sur les Bénéfices des professions non commerciales			
- Droits fixes.....	68	68	63
- Droits proportionnels acomp..	160	171	151
5°/ Impôts sur les revenus des valeurs mobilières.....	508	597	600
T O T A L :	10 714	11 908	18 338

Il ressort de l'examen de ce tableau que la C.P.E. continue à évoluer de façon très favorable et que l'impôt sur les traitements et salaires, après un léger fléchissement en 1965 par rapport à 1964, a progressé de plus de 1 Million de dinars. Enfin les droits de patente des Sociétés ont plus que doublé puisqu'ils sont passés de 2 884 000 dinars à 6 589 000 dinars.

b) Evolution des Impôts Indirects.

Les impôts indirects ont continué à progresser en 1966 mais avec un taux de croissance nettement plus faible qu'en 1965 (14 % en 1966 contre 19 % en 1965).

Alors qu'en 1965, l'augmentation a surtout porté sur le produit des droits de douane, la taxe sur le chiffre d'affaires et les opérations de compensation, en 1966, outre la taxe sur le chiffre d'affaires et les opérations de compensation, ce sont les monopoles fiscaux, et les droits sur les produits et transports qui sont à l'origine de cette évolution favorable.

en millions de dinars

Impôts indirects	1964	1965	1966	Variation 1965/64	Variation 1966/65
TITRE I					
Taxe sur le Chiffre d'Affaires.....	21,2	24,1	28,7	+ 2,9	+ 4,6
Droits de Douane.....	12,1	16,0	16,4	+ 3,9	+ 0,4
Monopoles fiscaux....	9,9	10,4	12,0	0,5	+ 1,6
Droits sur produits et transports.....	8,5	8,7	10,1	0,2	+ 1,4
RECETTES AFFECTEES					
Opérations de Compensation.....	1,4	3,9	4,9	+ 2,5	+ 1,0
Total.....	53,1	63,1	72,1	+ 10,0	+ 9,0
Autres impôts indirects	9,1	9,2	9,4	+ 0,1	+ 0,2
Total des impôts indirects.....	62,2	72,3	81,5	+ 10,1	+ 9,2

c) Evolution des autres recettes ordinaires de l'Etat

Ces recettes qui sont en diminution par rapport à 1965 concernent les intérêts et dividendes et divers transferts. La

baisse la plus importante intéresse le fonds de perequation de change institué en 1964 lors de la dévaluation, actuellement en voie de disparition et dont la recette est passée de 2,6 à 0,5 million de dinars.

1.2/ Les dépenses de l'Etat

Les dépenses courantes de l'Etat ont continué de s'accroître en 1966 avec un rythme sensiblement plus rapide qu'en 1965.

- Cela est dû à la forte augmentation des frais de fonctionnement des services (consommation de biens et services, salaires et intérêts) dont le taux d'accroissement est passé de 11 % en 1965 à 16 % en 1966.

- d'autre part les dépenses de transferts (assistance aux ménages, subventions d'exploitation et autres transferts divers) se sont accrus mais avec un taux beaucoup plus modéré qu'en 1965 (16 % contre 39 %).

Le tableau suivant donne la répartition des dépenses de l'Etat selon la nature de la dépense pour les années 1964-65 et 1966.

Dépenses de l'Etat

	1964	1965	1966	taux d'accroissement 65/64	taux d'accroissement 66/65
A. COUT D'ADMINISTRATION					
Consommation de biens et services.....	16,6	18,0	21,1	+ 8 %	+ 17 %
Salaires et Traitements.....	48,1	53,7	61,4	+ 12 %	+ 14 %
Intérêts.....	2,3	3,0	4,4	+ 30 %	+ 47 %
TOTAL A.	67,0	74,8	86,9	+ 11 %	16 %
B. OPERATIONS DE TRANSFERTS					
Assistance aux ménages.....	3,4	2,3	3,3	- 32 %	+ 43 %
Subventions d'expl.	3,0	5,8	6,3	+ 93 %	+ 9 %
Transferts divers..	1,6	3,0	3,3	+ 87 %	+ 10 %
TOTAL B.	8,0	11,1	12,9	39 %	16 %
TOTAL GENERAL DES DEPENSES COURANTES DE L'ETAT	75,0	85,9	99,8	14 %	16 %

a) Coût de l'Administration.

La révalorisation des salaires des agents de l'Etat et l'accroissement des dépenses recurrentes aux investissements administratifs sans cesse croissants expliquent cette tendance persistante à la hausse du coût de l'Administration.

L'Augmentation des paiements d'intérêts intéressent uniquement la dette intérieure de l'Etat et plus particulièrement les bons d'équipements, les bons du trésor et pour la première fois l'emprunt National 1964.

b) Dépenses de transferts.

L'évolution de ces dépenses n'appelle pas de commentaires particuliers; signalons toutefois que l'augmentation des dépenses relatives à l'assistance aux ménages concerne principalement les bourses d'étude dont le nombre ne cesse d'augmenter d'année en année.

1.3/ L'Epargne de l'Etat,

L'épargne qui représente les excédents des ressources de l'Etat sur ses dépenses a diminué en valeur absolue par rapport à son niveau de 1965 puisqu'elle est passée de 18,2 Millions de dinars en 1965 à 17,0 Millions en 1966. En outre la part qu'elle représente par rapport à l'ensemble des recettes a beaucoup baissé (14,5 % en 1966 contre 17,5 % en 1965 et 15,5 % en 1964).

Evolution de l'épargne

	1964	1965	1966
Total des recettes courantes....	88,8	104,0	116,8
Total des dépenses courantes....	- 75,0	- 85,9	- 99,8
Epargne.....	= 13,0	= 18,1	= 17,0
en % des recettes.....	15,5	17,5	14,5

2) Les Opérations financières des autres agents de l'Administration

2.1/ La Sécurité Sociale.

Les recettes de la sécurité sociale proviennent des cotisations sociales et pour une très faible partie de produits financiers.

Les cotisations sociales se sont accrues en 1966 de 17 % par rapport à 1965. Ce taux d'accroissement est beaucoup plus important que celui enregistré en 1965 (7 %).

Quant aux dépenses de ce groupe d'agents, on constate que les frais de fonctionnement sont demeurés à peu près stables. Les prestations sociales ont contribué à s'accroître mais avec un rythme plus modéré qu'en 1965 (13 % en 1966 contre 15 % en 1965).

L'Epargne dégagée s'élève en 1966 à 5,2 millions de dinars ce qui représente un taux d'épargne par rapport aux recettes totales en nette augmentation par rapport à ceux de 1965 et 1964 (34 % en 1966 contre 31 % en 1965 et 19 % en 1964).

Evolution des recettes et dépenses de la Sécurité Sociale

	1964	1965	1966
RECETTES			
Cotisations sociales.....	11,8	12,6	14,8
Intérêts.....	0,1	0,1	0,3
Transferts divers.....	0,1	-	-
Total des Recettes.....	12,0	12,7	15,1
DEPENSES			
Consommation de biens et services.....	0,2	0,2	0,2
Salaires.....	0,3	0,3	0,4
Prestations sociales.....	7,1	8,2	9,3
Total des Dépenses.....	7,7	8,7	9,9
Epargne.....	2,3	4,0	5,2

2.2/ Les Collectivités locales,

Les recettes des collectivités locales sont constituées d'impôts et taxes locales dont le produit, après avoir subi un fléchissement en 1965 par rapport à 1964, atteint un chiffre record de 7,5 millions de dinars en 1966.

Cependant les dépenses de fonctionnement ont continué à

dépasser le chiffre des recettes bien que l'ecart en 1966 soit réduit de moitié par rapport à ce qu'il était en 1965.

Evolution des recettes et dépenses des collectivités locales

	1964	1965	1966
RECETTES			
Impôts directs	5,4	4,3	5,6
Impôts indirects	1,4	1,5	1,9
Total des Recettes	6,8	5,8	7,5
DEPENSES			
Consommation de biens et services	2,2	2,3	2,3
Salaires	4,3	4,7	5,8
Assistance	0,1	0,1	0,1
Total des Dépenses	6,6	7,1	8,2
Epargne	+ 0,2	- 1,3	- 0,7

∴

L'Epargne totale de l'Administration

Au total donc l'épargne de l'Administration s'est élevée à :

	1964	1965	1966
Etat	13,8	18,1	17,0
Sécurité Sociale	2,3	4,0	5,2
Collectivité locales	0,2	- 1,3	- 0,7
TOTAL	16,3	20,3	21,5

Elle a donc légèrement progressé en 1966. La baisse enregistrée dans l'épargne de l'Etat a été compensée par l'augmentation de celle de la Sécurité Sociale.

II - L'EPARGNE DES ENTREPRISES.

Avant d'entreprendre l'analyse de l'épargne des entreprises, il est utile d'indiquer très rapidement comment cette épargne a été calculée de manière à apprécier très exactement l'évolution qui a été constatée entre 1965 et 1966.

En 1966, cette épargne a été calculée en deux étapes :

- Dans une première étape, il a été procédé au calcul de l'épargne globale des entreprises à partir de l'épargne nationale. Celle-ci a été estimée d'après l'égalité :

Investissements bruts = Epargne brute + Apports en capitaux extérieurs

Les apports en capitaux extérieurs ont été calculés à partir d'une analyse exhaustive de la balance des paiements.

Quant aux investissements bruts, ils ont fait l'objet d'une enquête soit directe, soit indirecte, auprès de tous les investisseurs. Ces derniers se composent, on le sait, de l'Administration, des entreprises, et des ménages.

En ce qui concerne l'Administration, ses investissements ont été chiffrés à partir d'une analyse exhaustive de toutes ses opérations.

En ce qui concerne les ménages, nous avons fait l'hypothèse que leur épargne a simplement gardé son niveau de l'année dernière du fait que le P.I.B. n'a pas augmenté et que l'année agricole a été très mauvaise. Cette hypothèse a cependant été testée par l'analyse des autorisations de bâtir des constructions privées.

Connaissant alors l'épargne globale ainsi que l'épargne de l'Administration et celle des ménages, l'épargne des entreprises est calculée par "différence". C'est ainsi qu'il a été établi que cette épargne est égale à : 67,4 - 21,4 - 7,5 = 38,5 M.D.

Sur ces 38,5 M.D., il a été calculé, comme nous le verrons, lors de l'étude des opérations monétaires, que les institutions financières ont contribué pour 2,3 M.D.. De sorte que les entreprises non financières ont vu leur épargne passer de 26,2 M.D. en 1965 à 36,2 M.D. en 1966.

Cette augmentation est évidemment très importante et est dûe dans une mesure appréciable aux entreprises nouvelles entrées en production au cours des années 1965 et 1966, et surtout, comme nous le verrons, aux entreprises privées.

Une fois connu le montant global de l'épargne des entreprises il a été procédé dans une deuxième étape à sa ventilation par secteur et même par entreprise.

Cependant cette ventilation n'a pu être établie pour l'ensemble des entreprises. Elle n'a pu l'être que pour les entreprises qui ont eu à réaliser un investissement en 1966 car l'enquête sur les investissements auprès des entreprises (1) a porté d'une part sur l'ensemble des entreprises publiques et semi-publiques, d'autre part sur les entreprises privées ayant bénéficié d'un agrément au cours des deux ou trois années antérieures. L'on sait en effet que la réalisation de tout investissement est conditionné par l'obtension préalable d'un agrément et il suffisait par conséquent d'avoir la liste des investissements approuvés par l'Administration pour délimiter de façon précise le champ de l'enquête sur les investissements. L'objet de l'enquête est alors essentiellement de déterminer les dates et les montants exacts des investissements réalisés. Il faut signaler d'ailleurs à ce propos que c'est en 1967 que pour la première fois l'enquête sur les investissements a été étendue aux entreprises privées et que jusque là l'on se contentait des entreprises publiques et semi-publiques, le montant des investissements des entreprises privées étant obtenu par solde.

Evidemment cette enquête a été mise à profit pour évaluer l'épargne de chaque entreprise, mais le total de l'épargne ainsi

---

(1) L'on sait que le rapport d'excécution du plan et le Budget Economique sont établis tous les ans à partir de l'exploitation d'une enquête sur les investissements réalisés et à réaliser ainsi que sur les moyens de financement obtenus ou envisagés. Les entreprises qui n'ont pas par conséquent réalisé d'investissements ne sont pas touchées par l'enquête et on ne peut connaître de ce fait l'épargne qu'elles ont pu réaliser.

obtenu ne correspond qu'à l'épargne des entreprises ayent eu à réaliser des investissements en 1966, 1967 ou prévoyant des investissements pour 1968. Or il est clair que cela ne concerne pas l'ensemble des entreprises ayant épargné.

C'est ainsi que sur le total de 36,2 M.D. d'épargne des entreprises non financières, calculé comme il a été indiqué tout à l'heure, notre enquête n'a pu toucher que 27,7 M.D. Les 8,3 M.D. qui ont échappé à l'enquête concernent par conséquent l'épargne d'un certain nombre d'entreprises privées, individuelles ou sous forme de sociétés, qui n'ont pas eu à réaliser des investissements en 1966 et qui n'en envisagent pas pour 1967 et 1968.

Nous nous attacherons ainsi dans tout ce qui suit à analyser la formation de l'épargne de l'ensemble des entreprises publiques et semi-publiques ainsi que celle des entreprises privées touchées par l'enquête (1).

1) L'épargne des entreprises publiques et semi-publiques.

Elle est obtenue à partir de l'analyse des bilans différentiels des entreprises et est définie comme étant égale à la somme des montants figurant dans les rubriques : amortissements, provisions, bénéfices. L'évolution par secteur en 1965 et 1966 de cette épargne est retracée dans le tableau suivant :

---

(1) Il est à signaler ici les progèrs réalisés d'année en année en matière d'analyse statistique de l'évolution économique. Jusqu'à l'année dernière les investissements privés n'étaient pas touchés par l'enquête et étaient évalués par solde. Cette lacune est maintenant comblée et nous sommes en mesure actuellement d'indiquer entreprise par entreprise tous les investissements comptabilisés. Mais ce n'est pas encore le cas pour l'épargne des entreprises pour laquelle la décomposition n'existe que pour 27,7 M.D. sur un total de 36,2 M.D. ce qui représente environ 76 %. Seul donc le quart de l'épargne des entreprises n'est pas encore ventilé.

Epargne brute des entreprises publiques et semi-publiques

(en millions de dinars, aux prix courants)

	1965	1966
Agriculture.....	4 072	- 203
Industries agricoles et alimentaires....	3 098	3 764
Energie.....	2 982	3 236
Produits pétroliers.....	1 837	3 527
M. C. C. V.	373	1 207
Industries extractives.....	3 232	3 353
Ind. mécaniques et électriques.....	51	- 2 219
Chimie et caoutchouc.....	792	- 55
Textile, habillement, cuir.....	881	- 495
Bois et ameublement.....	205	303
Pâte et papier.....	- 72	117
Transport.....	1 896	5 615
Services.....	422	899
Commerce.....	1 996	2 593
TOTAL.....	21 765	21 644

Ce tableau fait ainsi apparaître que, globalement l'épargne des entreprises publiques et semi-publiques a très peu varié entre 1965 et 1966. Mais au niveau de l'étude du financement des investissements, cette observation n'est pas très significative car le champ couvert n'est pas le même pour les deux années soit que d'une année à l'autre des entreprises nouvelles voient le jour, soit que par suite des réformes de structures, des entreprises jusque là considérées comme privées, deviennent sinon publiques tout au moins facilement contrôlables par les autorités publiques, soit enfin, que des entreprises publiques deviennent privées. A titre d'exemples pour illustrer les deux derniers cas, signalons le regroupement des entreprises individuelles de transport routier en sociétés régionales de Transports (1) enquêtées pour la première

---

(1) Ces Sociétés ne sont pas des entreprises publiques ou semi-publiques mais des entreprises qui peuvent être facilement contrôlées par les pouvoirs publics. C'est pourquoi, elles ont été incluses dans les entreprises publiques. Il s'agit là bien entendu d'une définition quelque peu extensive.

fois au cours de cette année, et la liquidation progressive de l'Office des Terres Domaniales dont les terres ont été érigées en coopératives ou en préccopératives.

Nous ne manquerons pas dans les commentaires qui vont suivre de faire la part de ce qui constitue une évolution économique à proprement parler et de ce qui constitue simplement une différence de définition.

- En ce qui concerne l'épargne des entreprises publiques agricoles, l'on sait qu'elle était le fait de l'Office des Terres Domaniales pour environ 90 % en 1965. Or celui-ci a eu un déficit de 538 000 Dinars en 1966 en raison d'une part de la mauvaise campagne agricole et d'autre part de la cession des terres les plus productives aux coopératives et aux préccopératives. De sorte que l'O.T.D. a eu surtout à faire face en 1966 à des dépenses en contrepartie des services qu'il a été appelé à rendre à ces coopératives sans que des recettes aient pu couvrir ces dépenses. L'épargne des autres offices agricoles, quant à elle, a également baissé dans l'ensemble en raison des mauvaises récoltes mais sa répercussion sur l'ensemble de l'épargne a été relativement faible du fait de la prédominance de l'O.T.D.

- L'épargne des entreprises des industries agricoles et alimentaires a au contraire augmenté de plus de 21 %. Cet accroissement s'explique à raison de 200 000 D par la comptabilisation en 1966 et non en 1965 des résultats de la Société El-Louhoum, et le reste par un accroissement très appréciable de l'épargne de l'Office des Pêches (769 000 D en 1966 contre 225 000 D en 1965) et un accroissement relativement important de l'épargne de la S.T.I.L. (692 000 D en 1966 contre 517 000 D en 1965).

Par contre la Régie des Tabacs et la Société de Sucre ont réalisé une épargne à peu près du même ordre de grandeur en 1966 et en 1965.

- En ce qui concerne l'énergie, il s'agit de l'épargne de la S.T.E.G. qui est ainsi passée de 2 982 000 D à 3 236 000 D, ce qui représente un accroissement de l'ordre de 8,5 % contre une augmentation de la production électrique de 13 %, comme nous l'avons

déjà vu. Il y a donc un fléchissement du taux d'épargne par rapport à la production qu'il convient de corriger dans les années à venir.

- En ce qui concerne les produits pétroliers, l'accroissement de l'épargne est le résultat tant de l'augmentation de l'extraction de pétrole brut que de l'augmentation du tonnage raffiné par la S.T.I.R.

- Pour le secteur des matériaux de construction, céramique et verre, on enregistre là encore une évolution très favorable de l'épargne. Elle est dûe d'abord aux résultats très encourageants des deux grandes cimenteries tunisiennes dont l'une, celle de Bizerte, a même redressé sa situation d'une manière remarquable puisque son épargne était négative en 1965 (de l'ordre de -150 000 D) alors qu'elle est devenue positive en 1966 (49 000 D). Elle est dûe ensuite à des entreprises nouvelles telle que la Briquetterie de Djemmal qui a réalisé une épargne de 180 000 en 1966. A signaler également le redressement opéré par la SOTUVER qui avait elle aussi une épargne négative en 1965 et qui est devenue positive en 1966.

- Pour les industries extractives, l'évolution constatée n'appelle aucun commentaire particulier et est conforme au comportement général du secteur au cours de l'année 1966.

- Par contre, pour les industries mécaniques et électriques, il a été enregistré en 1966 un déficit très important dû en totalité à deux entreprises : El Fouladh et les Ateliers Mécaniques du Sahel. Cela était d'ailleurs normal puisque ces entreprises n'avaient pas encore travaillé à pleine capacité.

- De même, il a été enregistré un déficit dans le secteur chimie et caoutchouc dû aux difficultés d'approvisionnement en soufre de la SIAPE, difficultés qui ont ralenti sa production.

- En ce qui concerne également le secteur des textiles, l'épargne enregistrée en 1966 était négative du fait du démarrage des grandes unités de la SOGIL.

- Pour les autres secteurs enfin, il faut signaler le redressement opéré par l'usine de cellulose (dans le secteur pâte à papier), les progrès réalisés dans les services (dû au tourisme principalement) et les progrès réalisés dans les transports mais

dont une partie s'explique par l'extension du champ de couverture de l'enquête et l'autre partie s'explique par l'effort réalisé par certaines entreprises et notamment par la SNCFT.

2) L'épargne des entreprises privées

Elle s'est élevée à 14,6 millions de dinars dont 6 million de dinars environ ont pu être ventilés par secteur à partir de l'enquête portant sur les investissements. Cette ventilation se présente de la manière suivante (en millions de dinars) :

Agriculture.....	900
Industries.....	2 450
Tourisme.....	1 900
Commerce et autres.....	750
Total.....	6 000

En ce qui concerne le tourisme notamment, secteur entièrement nouveau, nous voyons que les résultats commencent à être encourageants.

3) L'épargne des entreprises financières

Elle s'est élevées à 8,3 millions de dinars contre 1 million de dinars en 1963. Nous verrons dans la section suivante comment cette épargne a pu être obtenu.

Θ Θ Θ

Ainsi au total l'épargne de l'ensemble des entreprises s'est élevée à 38,5 M.D. en 1966 contre 27,3 M.D. en 1965. La progression a donc été remarquable, mais les efforts devront être poursuivis pour équilibrer certaines grandes entreprises actuellement déficitaires. D'une manière générale, il faudra que les chefs d'entreprise prennent conscience de l'importance primordiale de ce problème et pratiquement une gestion susceptible de résoudre par la compression des frais généraux et l'amélioration de la productivité.

III - L'EPARGNE DES MENAGES

L'épargne des ménages a été calculée en supposant, comme

il a été dit, que son niveau devait se situer autour de celui de l'année précédente, en raison de la stagnation du P.I.B. Cette hypothèse a été testée, comme nous l'avons dit également par l'analyse des autorisations de bâtir pour les constructions privées.

Cette stabilisation de l'épargne est tout de même remarquable puisque la consommation des ménages a diminué de 7 % au cours de la même année. Cela montre que les personnes qui épargnent ne sont pas probablement celles qui ont été touchées par la diminution de la consommation.

Section II : LA BALANCE DES PAIEMENTS EN 1966

Nous venons de voir dans la section précédente comment on pu être dégagées les ressources intérieures de financement des différents agents : Administration, Entreprises et Ménages. Il convient maintenant d'examiner la façon dont on a pu compléter ces ressources par des apports extérieurs pour couvrir les besoins de financement. La présente section se propose par conséquent d'analyser l'évolution des différents postes de la Balance des Paiements.

Nous distinguerons trois séries d'opérations différentes :

- Les opérations portant sur les marchandises, c'est-à-dire le commerce extérieur ;
- Les opérations portant sur les services ;
- Et les opérations en capital.

Au cours de l'année 1966, la balance des paiements a enregistré un déficit dans les biens et services de 64,4 millions de dinars. Ce déficit global est inférieur à celui enregistré l'année précédente (80,7 M.D. en 1965).

Cet allégement dans le déficit de 20 %, résulte surtout de l'augmentation remarquable de nos exportations de marchandises et de nos recettes touristiques, malgré un léger accroissement de nos importations.

La Balance des Paiements de la Tunisie
(tableau sommaire)

en millions de dinars

	1965	1966
Exportations	62,9	73,5
Importation FOB	123,2	127,0
Solde marchandises	- 60,3	- 53,5
Services (nets)	- 20,4	- 10,9
Solde des opérations courantes	- 80,7	- 64,4
Remboursement de la dette extérieure	- 13,1	- 15,7
TOTAL à financer	- 93,8	- 80,1
Financement		
Aide étrangère publique	55,8	37,9
Investissements privés	34,5	33,8
Mouvements nets des réserves	3,7	8,6
TOTAL des opérations en capital	94,0	80,3
Erreurs et Omissions	- 0,2	- 0,2

L'examen de ce tableau qui décrit l'évolution des principaux postes entre 1965 et 1966, nous montre que :

- Le déficit de la balance commerciale s'est amélioré en 1966 par rapports à 1965 par suite d'un accroissement de 17 % de nos exportations et d'une légére augmentation de 3 % des importations (FOB).

Le taux de couverture des importations par les exportations s'établit en 1966 à 54 % alors qu'il n'était que de 37 % en 1965, ce qui met en évidence une amélioration notable du taux de progression des ventes alors que les achats ont marqué une stabilisation remarquable.

- Le déficit de la balance des services s'est notamment amélioré en raison de l'accroissement des recettes touristiques et d'une diminution des importations de services se rapportant aux investissements industriels. De sorte que le solde est passé de - 20,4 M.D. en 1965 à - 10,9 M.D. en 1966 soit une baisse de 47 %.

Au total le solde des opérations courantes qui s'est élevé à -80,7 M.D. en 1965 est passé à-64,4 M.D. en 1966.

Le financement de ce solde a été réalisé par l'excédent dégagé des opérations en capital et par une diminution de nos réserves de change de 8,6 M.D.

Les apports extérieurs de capitaux ont nettement fléchi en 1966. Cette évolution est le résultat d'une part de la politique délibérement adoptée par les autorités, pour limiter les investissements à des réalisations prioritaires, et pour asseoir le recours aux crédits extérieurs sur des bases rationnelles, et d'autre part, des opérations d'amortissement de la dette extérieure dont le volume prend de plus en plus d'ampleur.

Telles sont les principales observations qui peuvent être faites à partir d'une analyse globale de la balance des paiements de 1966.

Il convient maintenant d'aborder plus en détail l'analyse des principales rubriques.

I - LA BALANCE COMMERCIALE.

Il convient de signaler tout d'abord une différence qui apparaît entre les chiffres de la Banque Centrale et ceux qui ont été retenus. Les importations (FOB) retenues pour 1966 par la BCT s'élèvent à 131,4 M.D. alors que celles qui sont fournies par les statistiques du commerce extérieur s'élèvent à 127,0 M.D. (en tenant compte des importations soumises à des régimes spéciaux). Pour concilier les deux sources il a été retranché 4,4 M.D. du chiffre de la BCT pour tenir compte du fait que la Banque Centrale a classé un certain nombre de remboursements de crédits commerciaux identifiés comme règlement des importations au titre de l'année en étude.

La même correction a été effectuée pour 1965 de manière à ce que les chiffres soient comparables.

Cela étant, le solde marchandises de l'année 1966 accuse un déficit de 63,1 M.D. en diminution de 8,7 M.D. sur celui de 1965 qui s'est élevé à 71,8 M.D.

Cette amélioration provient de l'accroissement des exportations qui ont progressé de 17 % entre 1965 et 1966 alors que les importations (CAF) n'ont augmenté que de 1,4 %.

Balance commerciale

en millions de D.

	1965	1966	variations
Exportations.....	62,9	73,5	+ 16,8 %
Importations CAF.....	134,7	136,6	+ 1,4 %
Importations FOB.....	(123,2)	(127,0)	(3 %)
Déficit.....	71,8	63,1	- 13,7 %
Taux de couverture.....	46,6	53,8	

1) Les Exportations

L'évolution des exportations entre 1965 et 1966 qui a engendré un accroissement de 17 % de nos ventes est le résultat d'un certain nombre de facteurs divergents dont les principaux sont les suivants :

- Accroissement important des exportations de blé dur, par suite d'une bonne campagne en 1965/66.

	1965	1966	Variations 66/65
Quantité en tonnes.....	8 800 t	95 000 t.	980 %
Valeur en 1 000 D.....	300	3 600	1 108 %

- Accroissement de 57 % en valeur des exportations de vin.

Il faut remarquer toutefois que cette augmentation est dûe en grande partie à la quantité de vin livrée à la France au titre de l'indemnisation des ex-colons dont les terres ont été nationalisées par la loi du 12 Mai 1964.

	1965	1966
EXPORTATION de vin vers la France dans le cadre de l'Indemnisation		
- Quantité en tonnes.....	--	60 000
- Valeur en 1000 D	--	1 200
EXPORTATION du vin vers la France et vers les autres pays (commercialisation)		
- Quantité en tonnes.....	72 300	71 000
- Valeur en 1000 D	2 800	3 200

- Une exportation pour la première fois en Tunisie de 615 000 tonnes de pétrole brut engendrant une recette de 4,2 millions de dinars.

- Une diminution très marquée de nos exportations de superphosphates dûe à la conjoncture du marché mondial.

	1965	1966	Variation 66/65
- Quantité en tonnes.....	257 000	169 000	-34 %
- Valeur en 1000 D.....	8 600	5 200	-39,5 %

2) *Les Importations*

Les importations (CAF) se sont élevées en 1966 à 136,6 M.D. contre 134,7 M.D. en 1965 soit un accroissement de 1,4 %.

Le tableau suivant indique la répartition des importations par grandes catégories d'utilisations.

en millions de dinars

	1965	1966	Variations 66/65
Biens d'équipement.....	40,6	33,9	- 16,5 %
Matières premières et demi-produits	42,6	50,3	+ 18 %
Energie.....	5,9	6,7	+ 13 %
Biens de consommations.....	22,0	20,8	- 5,5 %
Céréales.....	8,6	8,2	- 4 %
Autres biens pour alimentation humaine.....	9,3	11,3	+ 21 %
Importations soumises à des régimes spéciaux.....	4,6	4,6	
Erreurs et Omissions.....	1,1	0,8	
TOTAL des importations CAF.....	134,7	136,6	+ 1,4 %

Il ressort de l'examen de ce tableau que :

- Les importations de biens d'équipement ont décliné en 1966 par rapport à 1965 de 6,7 M.D. soit une diminution de 16,5 % par suite des restrictions adoptées dans le cadre du plan de stabilisation.

- Les achats de matières premières et demi-produits se sont accrus de 18 % : l'importation d'huile de Soja entre 1965 et 1966, a plus que doublé (2 M.D. en 1965 ; 5 M.D. en 1966).

- L'importation des produits énergétiques a augmenté en 1966 par rapport à 1965 de 13 %.

- Enfin les importations de denrées alimentaires en 1966 se sont accrues de 21 %.

II - LA BALANCE DES SERVICES.

Le déficit de la balance des services s'est élevé à 10,9 millions de dinars en 1966 contre 20,4 M.D. en 1965.

Cette amélioration est le résultat d'un certain nombre de facteurs positifs dont les principaux sont les suivants :/

- Progression très marquée des recettes touristiques qui passert de 5,3 M.D. en 1965 à 9,2 M.D. en 1965 et à 13,6 M.D. en 1966.

Elles ont donc plus que doublé au cours de ces trois dernières années.

- Diminution remarquable du déficit du poste "Autres Services et transferts" qui passe de -19,7 M.D. en 1965 à -14,4 M.D. en 1966 soit une baisse de 27 %. Cette évolution s'explique par la baisse des importations en 1966 des services se rapportant aux grands travaux d'investissements.

- Diminution du déficit des transports et assurances qui passe de -12,9 M.D. en 1965 à -11 M.D en 1966, reflétant ainsi l'effort qui a été entrepris dans le développement des compagnies nationales de transports et assurances.

A côté de ces éléments positifs nous remarquons en 1966 une augmentation des intérêts à payer de l'ordre de 27 % par rapport à 1965 par suite de la progression de notre dette extérieure.

θ θ θ θ

En définitive le solde des opérations sur biens et services accuse en 1966 un déficit de 64,4 M.D. ce qui constitue une amélioration remarquable par rapport au déficit atteint en 1965 : 80,7 M.D. soit une diminution de 20 %.

Ce déficit des opérations courantes est financé par l'excédent des opérations en capital et une diminution de nos réserves.

III - LES OPERATIONS EN CAPITAL

Les opérations en capital comprennent d'une part, l'aide étrangère, sous forme d'aide publique (dons, crédits publics), ou sous forme d'investissements privés (crédits fournisseurs et financiers, participations), d'autre part, les remboursements effectués au titre de l'amortissement de la dette extérieure.

	1965	1966	variations
Aide publique.....	55,8	37,9	- 32 %
Investissements privés.....	34,5	33,8	- 2 %
TOTAL.....	90,3	71,7	- 20,5 %
Remboursement.....	-13,1	-15,7	+ 19,8 %
Opérations nettes de Capital.....	77,2	56,0	- 27,4 %

1) L'aide étrangère

L'aide étrangère brute s'est élevée à 71,7 M.D. en 1966 contre 90,3 M.D. en 1965 soit une diminution de 20,5 % qui a touché aussi bien l'aide publique que les investissements privés.

1.1) L'aide publique étrangère

L'aide publique, comme le montre le tableau précédent, a diminué en 1966 de 32 % par rapport à 1965.

Cette diminution a trait surtout à l'aide Américaine, Française et Allemande.

Le tableau suivant indique la répartition de l'aide publique :

	1965	1966	variations
ETATS-UNIS			
PL 480 Titre I.....	5,7	4,6	- 19,3 %
Prêts non affectés.....	9,2	3,7	- 59,8 %
Prêts liés aux projets.....	5,8	6,5	+ 12 %
Dons (assistance aux ménages exclue)	4,4	2,1	- 52,3 %
	25,1	16,9	- 32,7 %
FRANCE			
Prêts liés aux projets.....	3,4	0,8	- 76,4 %
Dons (assistance aux ménages exclue)	5,0	4,4	- 12 %
	8,4	5,2	- 38 %
PAYS DE L'EST			
Prêts non affectés.....	0,1	0,7	+ 60 %
Prêts liés aux projets.....	1,8	2,9	+ 33,9 %
	1,9	3,6	+ 89,5 %
REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE			
Prêts non affectés.....	2,6	0	--
Prêts liés aux projets.....	1,4	1,0	- 28,6 %
	4,0	1,0	- 75 %
ORGANISMES INTERNATIONAUX			
Prêts liés aux projets.....	1,4	2,5	+ 78,6 %
Dons (assistance aux ménages exclue)	0,6	0,7	+ 16,6 %
	2,0	3,2	+ 60 %
AUTRES PAYS			
Prêts non affectés.....	9,7	4,0	- 58,7 %
Prêts liés aux projets.....	2,5	3,1	+ 24 %
Dons (assistance aux ménages exclue)	1,6	0,9	- 43,7 %
	13,8	8,0	- 42 %
TOTAL			
Prêts non affectés.....	21,6	8,4	- 61 %
Prêts liés aux projets.....	16,3	16,8	+ 3 %
Dons (assistance aux ménages exclue)	11,6	8,1	- 30 %
PL 480 Titre I.....	5,7	4,6	- 19,3 %
Erreurs et Omissions.....	0,6	-	
TOTAL de l'aide étrangère publique....	55,8	37,9	- 32 %

Il ressort de l'examen de ce tableau que :

- L'aide américaine a connu une chute très marquée en 1966 passant de 25,1 M.D. en 1965 à 16,9 M.D. en 1966 soit -32,7 %. La plus forte baisse a touché les prêts non affectés qui passent de 9,2 M.D. en 1965 à 3,7 M.D. en 1966.

Les dons ainsi que la PL 480 titre I ont considérablement diminué. Il faut cependant signaler la reprise attendue dans ces domaines pour 1967 et 1968.

Les prêts liés aux projets ont augmenté de 12 % mais la progression (5,8 M.D. en 1965, 6,5 M.D. en 1966) est loin de compenser la chute enregistrée dans les autres postes.

- L'utilisation de l'aide consentie par la République Fédérale Allemande a baissé considérablement en 1966 passant de 4 M.D. en 1965 à 1 M.D. en 1966. Cette évolution défavorable résulte de l'épuisement du prêt non affecté de 2,6 M.D. octroyé l'année précédente et qui n'a pas été renouvelé en 1966.

- La France a maintenu à peu près son assistance technique au niveau de 1965 mais il n'y a pas eu signature de nouveaux crédits publics, ce qui a entrainé une chute dans les crédits octroyés par ce pays (3,4 M.D. en 1965, 0,8 M.D. en 1966) soit une baisse de 76,4 %).

- L'aide des pays de l'Est et des Organismes Internationaux (FMI exclu) s'est accrue en 1966 par rapport à 1965. Les prêts des pays de l'Est sont passés de 1,9 M.D. en 1965 à 3,6 M.D. en 1966, alors que ceux des organismes Internationaux sont passés de 2 M.D. en 1965 à 3,2 M.D. en 1966 soit un accroissement de 60 %.

- Enfin l'aide des autres pays (Italie, Koweit, Grande Bretagne, Danemark, Suède) a également diminué (13,8 M.D. en 1965, 8 M.D. en 1966). Cette chute s'explique en partie par l'épuisement en 1965 des prêts budgétaires accordés par l'Italie et par la Lybie et qui n'ont pas été renouvelés.

1.2) Les Investissements privés.

Les investissements privés comprennent d'une part les crédits à moyen terme (crédits fournisseurs et financiers) et d'autre part les participations.

- Les crédits à moyen terme

La tendance suivie par l'utilisation des crédits à moyen terme et surtout des crédits fournisseurs, au cours des années précédentes s'est renversée en 1966, par suite des mesures qui ont été prises par les autorités en Avril 1966 tendant à limiter le financement d'achats à l'extérieur par crédits fournisseurs.

Ainsi l'utilisation des crédits à moyen terme en 1966 a été de 24,5 M.D. contre 26,3 M.D. soit une diminution de l'ordre de 7 %.

L'utilisation des crédits fournisseurs a connu en 1966 une diminution très marquée : 19,4 M.D. en 1965, 10,2 M.D. en 1966 soit une baisse de 47 %.

Les crédits financiers, par contre, se sont accrus en 1966 et sont passés de 6,9 M.D. en 1965 à 14,3 M.D. en 1966 soit une augmentation de 107 %. Ils ont été consentis, comme en 1965, pour la prospection de l'exploitation pétrolière.

- Les participations :

Cette forme d'investissement privé a beaucoup diminué en 1966 (9 M.D. en 1965, 4,8 M.D. en 1966). Environ la moitié a intéressé l'Industrie pétrolière.

2) L'amortissement de la dette extérieure

Les charges d'amortissement de la dette extérieure, ce sont élevées à 15,5 M.D. en 1966 contre 13,1 M.D. en 1965 soit un accroissement de 18 %. A ce montant (15,5 M.D.) il convient d'ajouter 1,2 M.D. qui représentent l'indemnisation payée aux agriculteurs français par suite de la loi du 12 Mai 1964.

La comparaison de la charge de la dette avec les recettes en devises provenant des exportations de biens et services nous permettent d'apprécier le poids de l'endettement par rapport aux recettes en devises.

en millions de D.

	1965	1966
Services de la dette (amortissement + Intérêt)	17,5	21,8
Exportations Biens et Services.....	98,7	114,3
Service dette/Exportation.....	17,5%	19 %

Le service de la dette extérieure s'est élevé à 17,5 M.D. en 1965 soit environ 17,7 % des recettes provenant des exportations de biens et services. Il a été de 21,8 M.8. en 1966 soit 19 % des recettes des exportations des biens et services. Ainsi ce coefficient a légèrement augmenté entre 1965 et 1966.

IV - LES MOUVEMENTS NETS DES RESERVES.

Un certain nombre de modifications ont été introduites dans le contenu de cette rubrique afin qu'il soit conforme à celui du Fonds Monétaire International.

- C'est ainsi que le tirage sur les crédits "Stand by" antérieurement considérés comme prêts non affectés, a été compté parmi les mouvements de réserves.

- Aux disponibilités brutes en or et en devises de la BCT qui ont été les seules à être considérées au cours des années précédentes, on a tenu compte d'une part des engagements à vue des banques commerciales, c'est-à-dire les découverts accordés par les Banques Etrangères aux Banques Tunisiennes, et des engagements à vue de la Banque Centrale c'est-à-dire les dépôts d'origine extérieure à la BCT et, d'autre part, des disponibilités brutes en devises des Banques commerciales, c'est-à-dire l'émission de papiers sur l'étranger lors d'une exportation ne donnant pas lieu à un règlement au cours de l'année considérée, et les comptes de dinars convertibles ouverts auprès des Banques Commerciales de Tunisie.

Le solde dégagé en 1966, en ce qui concerne ces mouvements de réserves s'est élevé à 8,6 M.D. alors que celui de 1965 était de 3,7 M.D. Cette évolution s'explique par :

- une diminution en 1966 des disponibilités brutes de 2,3 M.D. alors qu'en 1965 il y a eu une augmentation de 3,2 M.D.

- une augmentation des engagements à court terme (0,7 M.D. en 1965 ; 3,6 M.D. en 1966). Dans ces engagements les Banques Commerciales ont continué pour une part plus importante que la Banque Centrale.

Section III : LA MONNAIE ET LE CREDIT

Comme nous l'avons déjà dit, le financement des investissements s'effectue soit par l'épargne, soit par des apports en provenance de l'extérieur. Mais aussi bien l'épargne que les apports extérieurs sont acheminés vers les secteurs et les entreprises qui ont des besoins de financement par l'intermédiaire des institutions financières dont le rôle apparaît ainsi comme particulièrement important puisqu'il consiste à canaliser les capacités de financement en vue de les orienter vers les agents qui ont des besoins de financement. En outre, les institutions financières participent également, de par l'augmentation de leurs fonds propres, à la formation de l'épargne dans le pays, et éventuellement font appel à l'institut d'émission pour nourrir un certain nombre de crédits à moyen terme. Ce dernier type de financement apparaît ainsi comme essentiellement d'ordre monétaire et se traduit par un accroissement de la masse monétaire. Il faut veiller bien entendu à ce que cet accroissement reste dans des limites raisonnables de façon à éviter les pressions inflationnistes.

L'analyse qui suit essaiera par conséquent de montrer dans quelle mesure les institutions financières ont participé au financement des investissements et dans quelle mesure leur intervention s'est traduite ou non par des tensions sur le plan monétaire et sur le plan du crédit. Nous examinerons par conséquent d'abord l'évolution des ressources bancaires au cours de l'année 1966 puis nous verrons comment ces ressources ont été utilisées au cours de la même année.

Mais auparavant il faut signaler le changement méthodologique intervenu après la publication du rapport d'exécution du plan pour l'année 1965. Ce changement a été réalisé en accord avec le Fonds Monétaire International (FMI) de manière à établir la cohérence entre l'analyse monétaire d'une part et celle da la balance des

paiements d'autre part. Les deux principales modifications sont les suivantes : la première concerne les comptes du FMI auprès de la Banque Centrale de Tunisie qui figuraient avec le signe plus du côté des ressources et qui se trouvent classée désormais parmi les emplois mais avec le signe contraire ; la deuxième concerne la même opération mais relative cette fois-ci aux fonds d'origine extérieure canalisés par les banques commerciales. Ces deux rubriques s'expriment désormais sous forme d'engagements du compte extérieur.

I - LES RESSOURCES BANCAIRES AU COURS DE L'ANNEE 1966.

L'expansion des ressources bancaires au cours de l'année 1966 (+ 13,7 %) a été plus rapide qu'en 1965 (+ 12,5 %). L'examen du tableau suivant nous montre que cet accroissement de 31,3 M.D. s'explique dans une proportion de trois quarts par celui des ressources monétaires (+ 23,3 M.D.). Il faut signaler toutefois que la situation du mois de Juin 1967 laisse apparaître un léger fléchissement de près de 2 % par rapport à la fin de l'année précédente et que par conséquent les mesures prises en vue de juguler l'inflation ont commencé à porter leur fruit pour l'année en cours.

Evolution des ressources bancaires et de leurs composantes
(en millions de dinars)

	31/12 1964	31/12 1965	31/12 1966
Ressources monétaires.....	156,2	170,4	193,7
Ressources spéciales.....	26,5	33,2	33,1
Fonds propres.....	14,8	17,2	19,8
Autres postes.....	6,6	8,9	14,4
TOTAL des ressources.....	204,1	229,7	261,0

1.1) Les Ressources Monétaires

L'année 1966 se caractérise par un important accroissement

de la masse monétaire (+ 10 %). Sachant d'une part, que l'un des objectifs du plan de stabilisation consiste à limiter l'augmentation de la masse monétaire à un taux inférieur ou égal à celui du PIB et, d'autre part, que ce dernier a été stagnant au cours de 1966 du fait de la sécheresse, on aurait pu en principe s'attendre à de fortes pressions inflationnistes. Or on constate que la hausse des prix telle qu'elle découle de l'évolution de l'indice du coût de la vie (+ 3,9 %) et de celui des prix de gros (+ 3,4 %) a été moins marquée que l'année précédente.

Comment expliquer alors cette hausse modérée des prix malgré le déséquilibre enregistré entre l'accroissement de la masse monétaire et celui du PIB ? L'explication réside, à notre sens, dans l'apparition en Tunisie d'un phénomène fondamental : le passage d'un large secteur à la fois de production et de distribution du stade traditionnel au stade moderne grâce aux réformes de structures mises en place. Ce phénomène peut être illustré par deux exemples : la mise en place d'une part des unités de production agricole remplaçant d'anciennes exploitations traditionnelles ; d'autre part, des unités régionales de commerce et des unités commerciales remplaçant également les anciens établissements traditionnels de commerce, qu'il s'agisse d'ailleurs du commerce de gros ou du commerce de détail. Dans l'un et l'autre cas, nous avons assisté à une modernisation de comportement telle que le recours au crédit est devenu la règle alors qu'auparavant les agriculteurs traditionnels autofinançaient leur campagne agricole et les commerçants travaillaient très peu avec le système bancaire. Cette profonde mutation des structures s'est traduite par des besoins en moyens de paiements plus importants, toutes choses égales par ailleurs. En d'autres termes, à production égale, les besoins en moyens de paiements sont devenus plus grands dans le pays du fait non pas de déséquilibre entre l'Offre et la demande mais simplement d'un comportement plus moderne rendant possible l'accès au crédit d'un grand nombre de producteurs et de commerçants.

C'est ce qui explique d'ailleurs que les crédits se sont accrus dans les proportions signalées plus loin malgré le respect

rigide des plafonds imposés par les autorités monétaires dans le cadre du plan de stabilisation. Il s'est donc avéré qu'en plus de ces plafonds, un contrôle plus rigoureux de l'accroissement des crédits devait être institué. C'est ce qui a été fait par la Banque Centrale de Tunisie qui vient de renforcer, en fin 1966,le système de réserves obligatoires institué en fin 1964. L'institut d'émission met ainsi les banques commerciales dans l'obligation de constituer auprès de lui des avoirs en soldes créditeurs en proportion de la monnaie scripturale qu'elles émettent en vue de satisfaire les concours au Trésor, les crédits à l'économie et du fait des entrées de devises. Ce contrôle s'est avéré efficace puisque dès le mois de Juin 1967, il a été enregistré une baisse de la masse monétaire de 1,5 % par rapport à la fin de l'année précédente

Evolution des ressources monétaires et de leurs composantes
(en millions de dinars)

	31/12 1964	31/12 1965	31/12 1966
Masse monétaire.....	133,4	138,2	152,1
Quasi-monnaie.....	22,8	32,2	41,6
Total des ressources monétaires.....	156,2	170,4	193,7

A propos de la deuxième composante des ressources monétaires et en l'occurence la quasi-monnaie ou épargne liquide, signalons que deux éléments justifient en partie son accroissement de 9,4 M.D. au cours de 1966. La Mission Américaine a d'une part transformé une partie de ses comptes à la BCT en dépôts à terme auprès des banques commerciales (+ 3,4 M.D.). D'autre part, l'évolution des obligations (+ 1,3 M.D.) comprend une souscription par la Banque Mondiale à celles émise par la Société Nationale d'Investissement ainsi qu'une nouvelle souscription à un emprunt lancé par la Société Tunisienne de Banque pour le financement de projets touristiques.

1.2) Les ressources spéciales

La quasi stabilité des ressources spéciales en 1966 (-0,1 MD)

est le résultat d'importants phénomènes dont les variations positives et négatives se sont compensées presque intégralement.

La part de la Banque Centrale a baissé de 4,3 M.D. dont la justification est donnée particulièrement par les variations des comptes de la Mission Américaine. En effet, nous avons signalé précédemment que 3,4 M.D. ont été transformés en dépôts à terme auprès des banques commerciales.

Quant aux ressources spéciales des banques commerciales, elles ont connu une hausse de 4,2 M.D. - A l'origine de cette augmentation nous trouvons essentiellement l'accroissement du FSR de la S.T.B. (+ 1,0 M.D.) et celui du Fonds Spécial pour le Développement de l'Agriculture qui est géré par la B.N.A. (+ 1,9 M.D.).

1.3) Les Fonds Propres

Outre le rôle qu'elles jouent dans la canalisation et l'orientation des capacités de financement, les institutions financières participent également à la formation de l'épargne grâce à l'augmentation de leurs fonds propres (+ 2,6 M.D. au cours de 1966).

La contribution de la Banque Centrale à cette évolution a été négligeable (+ 0,1 M.D.) alors que celle des banques commerciales a atteint + 2,5 M.D. - Cela s'explique pour plus de la moitié par l'accroissement des provisions (+ 1,3 M.D.) et pour 23 % par celui des réserves (+ 0,6 M.D.)

Signalons enfin que cette tendance s'est accentuée au cours du premier semestre de 1967 (+ 13,6 %) alors que pour toute l'année précédente, c'est-à-dire une durée double, ce taux a été de 15,1 % pour l'ensemble des fonds propres. En ce qui concerne les banques commerciales ces évolutions ont atteint + 15,8 % et + 17,9 %.

II - LA CONTREPARTIE DES RESSOURCES MONETAIRES

L'évolution de la contrepartie des ressources monétaires a été caractérisée, en 1966, par une détérioration de notre position vis-à-vis de l'extérieur, par un accroissement appréciable des créances

sur le secteur public et enfin par une progression très marquée des crédits consentis au secteur privé.

1) Le secteur extérieur

Cette rubrique comprend en actif les disponibilités brutes en or et devises et en passif les engagements extérieurs de l'ensemble du système bancaire.

Le tableau suivant nous montre que la détérioration de notre position nette vis-à-vis de l'extérieur résulte de la baisse de nos avoirs de change bruts (-10,8 %) et de la progression remarquable de nos engagements extérieurs (+ 21,5 %).

Evolution du Secteur Extérieur (en Millions de dinars)

	31 - 12 1964	31 - 12 1965	31 - 12 1966
I.- Disponibilités brutes en or et en devises.....	19,9	23,1	20,6
II.- Engagements extérieurs à vue et à terme.....	23,0	29,8	36,2
- Banque Centrale de Tunisie.....	15,8	18,0	20,2
- Banques Commerciales.....	7,2	11,8	16,0
III.- Disponibilités nettes en or et devises.....	- 3,1	- 6,7	-15,6

1.1 - Les disponibilités brutes en or et en devises

Nos disponibilités brutes en or et en devises ont baissé sensiblement au cours de l'année 1966 en passant de 23,1 M.D. à 20,6 M.D.. A l'origine de cette diminution nous trouvons la forte chute des avoirs en devises de la B.C.T. (- 3,6 M.D.) ainsi que le remboursement d'une tranche de 0,8 M.D. à Hambros. Cependant les papiers et crédits sur l'étranger ont corrigé partiellement cette tendance grâce au développement de nos exportations en 1966.

Il est à noter que pour l'ensemble de nos avoirs de change cette tendance à la baisse n'a fait que se poursuivre jusqu'au mois

de Juin 1967.

1.2 - Les engagements extérieurs

La progression de nos engagements extérieurs n'a fait que s'accentuer au cours de ces dernières années en passant de 23,0 M.D. en 1964 à 29,8 M.D. en 1965 et 36,2 M.D. en 1966.

La part de la Banque Centrale a connu une évolution relativement modérée en passant de 18,0 à 20,2 M.D. entre le début et la fin de l'année 1966, ce qui correspond, à un taux de 12,2 %. C'est essentiellement l'augmentation des dépôts de devises à court terme (+ 2,4 M.D.) et des tirages effectués sur le F.M.I. dans le cadre des accords "stand by" (+ 2,7 M.D.) malgré une diminution des avances de la Banque de France (- 2,7 M.D.) et des prêts croisés Hambros (- 0,8 M.D.).

Quant aux engagements extérieurs des banques primaires, ils ont progressé fortement en passant de 11,8 à 16,0 M.D. entre le début et la fin de l'année 1966 (+ 35,5 %). Un remarquable accroissement des découverts auprès des banques étrangères (43,7 %) est à l'origine des deux tiers de cette évolution.

1.3 - Les Disponibilités nettes en or et devises

Cette notion résulte, de la soustraction des engagements extérieurs à vue et à terme des disponibilités brutes en or et devises. Elle présente l'avantage de mettre en relief l'accroissement de l'endettement à court et moyen terme vis-à-vis de l'extérieur.

La baisse de nos avoirs de change bruts et particulièrement la progression de l'ensemble des engagements extérieurs à vue et à terme ont contribué à la forte détérioration de nos disponibilités nettes en or et devises qui passent de -6,7 M.D. en 1965 à -15,6 M.D. en 1966.

Une amélioration de la situation s'impose car l'alourdissement de l'endettement à court et moyen terme a des conséquences néfastes sur le service de notre dette extérieure pour les années à venir.

2) *Les créances sur le secteur public*

Le tableau ci-après nous montre que le recours net de l'Etat au système monétaire et bancaire a atteint 7,2 M.D. au cours de l'année 1966. Ce besoin a été financé essentiellement par les concours de l'Institut d'émission (+ 6,5 M.D.). L'intervention de la Banque Centrale s'est réalisée entièrement par le biais du compte courant postal (+ 6,9 M.D.). Une partie de ce montant et une ponction effectuée par le Trésor sur ses dépôts à la BCT (- 3,0 M.D.) ont été utilisées pour l'allègement de certaines créances telles que les avances à moyen terme (1,0 M.D.), les prêts croisés Hambros (0,8 M.D.), les obligations cautionnées (1,7 M.D.), etc...

Evolution des créances sur le secteur public (en millions de dinars)

	31 - 12 1964	31 - 12 1965	31 - 12 1966
Banque Centrale.....	36,5	39,7	46,2
Banques Commerciales.....	25,8	27,7	26,7
C.C.P. des particuliers.....	11,3	14,6	15,6
C.N. d'épargne.....	4,7	5,4	6,1
T O T A L	78,3	87,4	94,6

Les concours des banques commerciales ont baissé de un million de dinars à la suite du remboursement par l'Etat de bons d'équipement venant à échéance.

Notons enfin que les créances sur le secteur public ont évolué dans les limites fixées par le Plan de Stabilisation et que les concours de la Banque Centrale n'ont atteint que 6 % des recettes ordinaires de l'Etat, ce qui est acceptable.

3) *Les créances sur le secteur privé*

L'expansion de l'endettement du secteur privé a été particulièrement importante au cours de 1966 puisqu'il est passé de 149,0 à 182,0 M.D. entre le début et la fin de l'année en question.

3.1 - Les origines des créances sur le secteur privé

L'économie tunisienne satisfait la majeure partie de ses besoins de financement en ayant recours aux fonds propres et dépôts des banques primaires. En effet, sur un accroissement de 33,0 M.D. leur intervention a atteint 29,2 M.D. en 1966, autrement dit une proportion de 88,5 %. Le reste de l'endettement du secteur privé provient de deux sources différentes : la première est la Banque Centrale qui intervient par le biais du réescompte (+ 1,8 M.D.) ; la seconde source est constituée par les ressources spéciales (+ 2,0 MD). Signalons en outre que les possibilités d'intervention de l'Institut d'émission sont limitées par un plafond imposé par le plan de stabilisation. D'ailleurs le montant atteint au 31 Décembre 1966 se trouve loin du maximum fixé par cette contrainte.

Origine des créances sur le secteur privé (en millions de dinars)

	31/12 1964	31/12 1965	31/12 1966
Réescompte auprès de la BCT.....	14,4	15,8	17,6
Fonds propres et dépôts des banques...	101,0	111,0	140,2
Fonds spéciaux.....	13,5	22,2	24,2
Total des créances.....	128,9	149,0	182,0

3.2 - Nature des crédits au secteur privé

Le tableau suivant nous montre aisément que l'endettement à court terme de l'économie a connu une progression très importante au cours de l'année 1966 en passant de 100,0 à 130,9 M.D., ce qui correspond à un taux de + 30,9 % alors que celui de l'année précédente a atteint à peine + 7,5 %. Ces crédits à court terme constituent la majeure partie de l'ensemble de l'endettement de l'économie (72 %).

Nature de l'endettement de l'économie (en M.de Dinars)

	31/12 1964	31/12 1965	31/12 1966
Court terme	92,5	100,0	130,9
Moyen terme	29,0	39,2	39,5
Long terme	6,6	8,0	11,3
Autres	0,8	1,8	0,3
TOTAL	128,9	149,0	182,0

Les autorités monétaires ont essayé de trouver les mesures adéquates afin d'adapter le volume des concours bancaires aux besoins réels de l'économie (circulaire BCT du 11/1/1967). Cette nouvelle réglementation prévoit notamment que le volume global des crédits dispensés par l'ensemble des banques installées en Tunisie ne devra pas progresser de plus de 6 % au cours de 1967 et que les crédits à moyen terme destinés au financement des investissements des entreprises ne devra pas excéder le montant des remboursements effectifs des crédits de même nature.

Nous pouvons dire en conclusion que la politique monétaire et du crédit ne s'est pas éloignée dangereusement en 1966 de celle qui a été prévue par le plan de stabilisation. C'est d'ailleurs ce qui a permis de contenir la hausse du coût de la vie dans les limites modérées.

Signalons en outre qu'au terme du premier semestre de 1967, nous constatons que l'évolution de l'ensmble des crédits est conforme à la nouvelle réglementation en vigueur et que la masse monétaire a légèrement baissé (- 1,5 %).

Section IV : LE COMPTE DE CAPITAL DES DIFFERENTS AGENTS

Ayant examiné le mécanisme de formation de l'épargne, ayant analysé également les ressources de financement en provenance

de l'extérieur, et ayant étudié les opérations monétaires et de crédit c'est-à-dire en quelque sorte le compte courant des banques, nous sommes en mesure maintenant de récapituler l'ensemble de ces informations en vue de confectionner le compte de capital de chacun des agents investisseurs.

Nous analyserons successivement les comptes des quatre agents suivants : les ménages, les administrations, les entreprises non financières et les entreprises financières.

I - LE COMPTE DE CAPITAL DES MENAGES

En 1966, le compte de Capital des ménages s'est équilibré comme suit :

Compte de Capital des ménages
(en millions de dinars)

Emplois		Ressources	
F B C F	8,3	Prêts des banques (moyen terme, net)	0,4
Transferts aux banques : (augmentation dépôts)	0,7	Apports de l'Administration	1,4
Transferts des Administrations (achats de terrains)	0,3	- Dommages de guerre	(0,2)
		- Primes à la construction	(0,3)
		- Remboursements emprunt	(0,6)
		- Prêts	(0,2)
		- Vente terrains	(0,1)
		Epargne	7,5
TOTAL	9,3	TOTAL	9,3

Il apparaît ainsi que les ressources du Compte de Capital des ménages sont constituées à raison de 80 % par l'épargne. En 1965 celle-ci, d'un montant égal en chiffre absolu, ne représentait cependant que 75 % de l'ensemble des ressources.

II - LE COMPTE DE CAPITAL DES ADMINISTRATIONS

Le Compte de Capital des Administrations s'est établi comme suit en 1966 :

Emplois		Ressources	
F. B. C. F.	48,2	Apports entreprises.....	4,0
Transferts aux entreprises.	12,1	-sous forme de prépa-	
-subventions et participa-		tion de semoule.. (1,5)	
tions.....(11,0)		-pensions..... (0,2)	
-prêts et avances... (0,5)		-augmentation dé-	
-remboursements em-		pôts..... (-0,5)	
prunts..... (0,5)		-emprunts..... (2,1)	
Transferts aux banques.....	2,9	-divers..... (0,7)	
-subv. et partici-		Apports banques.....	7,1
pation..... (3,0)		- B C T ..... (5,4)	
-augmentation dépôts (0,1)		- C C P et C N E.. (1,7)	
Transferts aux ménages.....	0,8	Apports ménages.....	0,3
-subv. participations (0,3)		(ventes de terrains)	
-achat terrains..... (0,1)		Apports extérieurs.....	33,5
-dommages de guerre. (0,2)		Epargne.....	21,4
-prêts et avances... (0,2)			
Remboursements à l'extérieur	2,3		
TOTAL.....	66,3	TOTAL.....	66,3

Les ressources de financement des Administrations sont constituées en 1966 à raison d'environ 50 % d'apports extérieurs, d'environ 30 % d'épargne et de 20 % d'apports intérieurs en provenance d'autres agents. Les Chiffres correspondants pour 1965 ont été respectivement : 50 %, 28 % et 22 %.

Le schéma de financement des investissements a été par conséquent sensiblement le même en 1965 et 1966.

Du côté des emplois, c'est la FBCF qui constitue la plus grande partie des utilisations : son montant s'est élevé à 48,2 M.D. en 1966 contre 48,6 M.D. en 1965.

Les subventions d'équipement et les participations, importantes également, constituent la part de l'Administration dans le financement des investissements des Offices et des Sociétés étatiques et para-étatiques. Ces subventions et participations se sont accrues de près du quart entre 1965 et 1966 (11 M.D. contre 8,9 M.D. en 1965).

Il convient enfin de signaler qu'en ce qui concerne les remboursements à l'extérieur, il ne s'agit ici que des remboursements au titre de l'amortissement de la dette extérieure, les intérêts, d'un montant plus élevé, étant comptabilisés dans les opérations courantes. On remarque le faible montant de ce chiffre par rapport aux opérations en capital de l'Administration : c'est parce que la majorité des prêts extérieurs contractés par celle-ci sont à long terme et avec des périodes de grâce relatives intéressantes.

III - LE COMPTE DE CAPITAL DES ENTREPRISES NON FINANCIERES

Le compte de Capital des entreprises non financières s'est établi pour l'année 1966 comme suit :

Compte de Capital des entreprises non financières
(en millions de dinars)

Emplois		Ressources	
F B C F	72,4	Apports des banques.....	32,8
Stocks.....	3,1	-crédits court terme..... (30,9)	
Transferts aux banques.....	26,9	-crédits moyen terme..... (1,9)	
-aug. dépôts..... (19,3)		Apports des Administrations.....	11,5
-divers..... (7,6)		-subventions aux participations. (11,0)	
Transferts aux Administrations.....	3,8	-prêts..... (0,5)	
-aug. dépôts..... (-0,5)		Epargne.....	36,2
-préparation semoules..... (1,5)		Apports extérieurs.....	38,8
-pension..... (0,5)			
-emprunts..... (2,1)			
-autres..... (0,2)			
Transferts à l'extérieur...	13,1		
-indemnisation vin. (1,2)			
-remboursements prêts..... (11,9)			
TOTAL.....	119,3	TOTAL.....	119,3

Il apparaît tout d'abord, d'après ce tableau, que la part de l'épargne par rapport aux investissements est de l'ordre de 45 %, ce qui représente un progrès remarquable par rapport à

l'année 1965 où l'épargne ne représentait que le tiers des investissements.

Il faut cependant signaler le recours important aux crédits à court terme pour le financement des opérations en capital des entreprises (30,9 millions de dinars). Ces crédits sont trop élevés et il faudra trouver les solutions adéquates pour résoudre ce problème, préoccupant.

Les apports extérieurs ont représenté un peu plus de 59 % des investissements des entreprises en 1966, soit à peu près la même proportion qu'en 1965.

IV - LE COMPTE DE CAPITAL DES BANQUES

Le compte de Capital des banques s'est équilibré comme suit en 1966 :

Compte de Capital des banques
(en millions de dinars)

Emplois		Ressources	
Diminution des réserves...	- 8,6	Epargne.....	2,3
Concours aux entreprises..	32,8	Apports des entreprises	26,9
-crédits court terme(30,9)		-ressources monétaires..... (19,3)	
-crédits moyen terme (1,9)		-concours divers (0,5)	
Concours aux Administrations.....	7,1	-autres postes.. (7,1)	
-B C T.:..... (5,4)		Apports de l'Administration.....	2,9
-C N E et C C P..... (1		-ressources spéciales..... (3,0)	
Concours aux ménages... (crédits moyen terme)	0,4	-dépôts..... (-0,1)	
Remb. à l'extérieur....	0,3	Apports des ménages.... (ressources monétaires)	0,7
Erreurs et Omissions...	0,2	Apports extérieurs.....	- 0,6
		-ressources monétaires..... (3,4)	
		-ressources spéciales..... (-4,3)	
		-fonds propres.. (0,3)	
TOTAL.....	32,2	TOTAL.....	32,2

Nous voyons ainsi que l'intervention des banques a été très importante dans le financement des investissements puisqu'elles ont contribué à canaliser pour 32,8 M.D. de moyens de financement aux entreprises, pour 7,1 M.D. de moyens de financement à l'Administration et pour 0,4 M.D. aux ménages.

Il apparaît ainsi un renversement des banques respectivement de 10,2 M.D. pour le secteur public et de 17,1 M.D. pour le secteur des entreprises et des ménages.

La situation s'est donc considérablement améliorée en ce qui concerne l'Administration à la suite des mesures prises dans le cadre du plan de stabilisation, mais elle s'est aggravée pour les entreprises qui continuent à avoir une structure de financement très déséquilibrée en raison du recours du plus en plus important aux crédits à court terme pour le financement des investissements.

C O N C L U S I O N

Si nous devions résumer très rapidement la situation économique en 1966 nous dirions qu'elle a été caractérisée par les faits suivants :

- Tout d'abord une production agricole en diminution de plus de 27 % par rapport à l'année précédente. Cette diminution a pu à peine être compensée en valeur par l'augmentation de la production dans le secteur industriel et le secteur des services, mais en volume il a tout de même été enregistré une baisse de l'ordre de 2,1 % pour le P.I.B.

- Ensuite une évolution très favorable de la demande extérieure (c'est-à-dire des exportations de biens et services) qui n'a pu être satisfaisaite que grâce à une compression assez brutale de la consommation des particuliers. Cette compression de la consommation combinée avec une légère diminution des investissements a permis de limiter les importations dont le volume a été légèrement inférieur à celui de l'année dernière.

Comme conséquence de l'ensemble de ces phénomènes, il a pu ainsi être enregistré une amélioration très nette de la balance des paiements et une augmentation appréciable du taux d'épargne, ce qui a permis de financer les investissements selon un schéma très proche de celui qui a été prévu dans le Plan Quadriennal.

Ce schéma de financement reste cependant assez fragile du fait du recours très important aux découverts bancaires pour financer une grande partie des investissements des entreprises ce qui a entraîné une augmentation de la masse monétaire de l'ordre de 10 %.

Face à cette détérioration de la structure financière des entreprises, les pouvoirs publics ont réagi, et nous verrons dans le rapport sur le Budget Economique qu'en 1967 il a été institué un contôle beaucoup plus rigoureux de l'expansion des crédits, et qu'en outre l'Etat a accéléré le versement de ses souscriptions à l'augmentation de capital d'un certain nombre d'entreprises publiques.

Nous verrons également que ces mesures ont commencé à donner des résultats puisque déjà au cours du premier semestre de l'année 1967 il a été enregistré une baisse de la masse monétaire par rapport au 31/12/66.

Bien entendu, il faudra veiller pour maintenir cette surveillance à l'avenir mais sans pour autant pratiquer une politique déflationniste.